



CONVENTION DE COMPTE PROFESSIONNELS ET ENTREPRENEURS CONDITIONS GÉNÉRALES

SOMMAIRE

TITRE I – DÉFINITIONS	P 1	V – FACTURATION	P 15
TITRE II – MODALITÉS DE SOUSCRIPTION DE LA CONVENTION	P 2	VI – MISE EN ŒUVRE DES SERVICES	P 15
I – OBJET DE LA CONVENTION	P 2	VII – MODIFICATIONS ET RÉSILIATION	P 16
II – RÉTRACTATION, PORTÉE ET INCIDENCES	P 2	TITRE VI – CONDITIONS TARIFAIRES	P 16
III – COMMENCEMENT D'EXÉCUTION	P 2	I – GÉNÉRALITÉS	P 16
TITRE III – LE COMPTE COURANT	P 2	II – TAUX D'INTÉRÊT DES CRÉDITS	P 17
I – PRINCIPES DU COMPTE COURANT	P 3	III – DATE DE VALEUR	P 17
II – OUVERTURE DU COMPTE COURANT	P 3	TITRE VII – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	P 18
III – FONCTIONNEMENT DU COMPTE COURANT	P 5	I – CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION	P 18
TITRE IV – MOYENS DE COMMUNICATION ENTRE LA BANQUE ET LE CLIENT	P 13	II – DURÉE DE LA CONVENTION	P 18
TITRE V – CENTRE DE RELATIONS PROFESSIONNELS ET ENTREPRENEURS	P 13	III – MODIFICATIONS APPORTÉES À LA CONVENTION	P 18
I – PRÉSENTATION DES SERVICES DU CENTRE DE RELATIONS PROFESSIONNELS ET ENTREPRENEURS	P 13	V – GARANTIE DES DÉPÔTS	P 18
II – PRINCIPES DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE RELATIONS PROFESSIONNELS ET ENTREPRENEURS	P 14	VI – DONNÉES PERSONNELLES	P 19
III – CONDITIONS D'ACCÈS AU CENTRE DE RELATIONS PROFESSIONNELS ET ENTREPRENEURS	P 15	VII – SECRET BANCAIRE	P 19
IV – VALEUR DES INFORMATIONS ET PREUVE DES OPÉRATIONS	P 15	VIII – SOLlicitATIONS COMMERCIALES	P 19
		IX – DEVOIR DE VIGILANCE	P 19
		X – LOI APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPÉTENTS/LANGUE	P 19
		XI – DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DU CLIENT, DE SES REPRÉSENTANTS LÉGAUX OU MANDATAIRES	P 19
		ANNEXE – GARANTIE DES DÉPÔTS	P 20

TITRE I – DÉFINITIONS

Bénéficiaire : Personne physique ou morale qui est le destinataire prévu des fonds ayant fait l'objet d'une Opération de paiement.

Lorsque, dans le cadre de la Convention de compte, le Client réceptionne sur son compte, une somme d'argent, il est le Bénéficiaire de cette somme.

CFONB : Comité Français d'Organisation et de Normalisation Bancaires (www.cfonb.org)

Données de sécurité personnalisées : Les données de sécurité personnalisées s'entendent des données personnalisées fournies par un Prestataire de Services de paiement à des fins d'authentification pour l'utilisation d'un Instrument de paiement. Ces données de sécurité

personnalisées, propres à l'Utilisateur de Services de paiement et placées sous sa garde, vise à l'authentifier.

EONIA : L' « EONIA » (Euro Overnight Index Average) désigne le taux moyen pondéré, exprimé sous forme de taux annuel, administré par l'Institut Européen des Marchés Monétaires (ou toute autre personne qui prend en charge l'administration de ce taux) sur la base de toutes les transactions au jour le jour des prêts non garantis exécutés sur le marché interbancaire de l'Union Européenne et de l'Association Européenne de Libre Echange (AELE). Ce taux est diffusé à la page EONIA de l'écran Thomson Reuters ou toute autre page qui s'y substituerait.

EURIBOR : L' « EURIBOR » (Euro Interbank Offered Rate) désigne le taux interbancaire offert en euro pour une échéance donnée, exprimé sous forme de taux annuel, administré par l'Institut Européen des Marchés Monétaires (ou toute autre personne qui prend en charge l'administration

de ce taux). Ce taux est notamment diffusé sur la page EURIBOR01 de l'écran Thomson Reuters (ou toute autre page qui s'y substituerait). Il est diffusé à 11 heures, heure de Bruxelles (Belgique).

Instrument de paiement : Un Instrument de paiement s'entend de tout dispositif personnalisé et/ ou de l'ensemble de procédures convenues entre l'Utilisateur de Services de paiement et le Prestataire de Services de paiement auquel a recours l'Utilisateur de Services de paiement pour donner un Ordre de paiement.

Jour ouvrable : Jour au cours duquel le Prestataire de Services de paiement du Payeur et celui du Bénéficiaire exercent une activité permettant d'exécuter des Opérations de paiement.

Opération de paiement : Action initiée par le Payeur ou pour son compte, ou par le Bénéficiaire, consistant à verser, transférer ou retirer des fonds, indépendamment de toute obligation sous-jacente entre le Payeur et le Bénéficiaire.

À titre d'exemple, le virement, le paiement par carte, le prélèvement, sont des Opérations de paiement.

Ordre de paiement : L'Ordre de paiement est l'instruction donnée par le Payeur ou le Bénéficiaire à son Prestataire de Services de paiement d'exécuter une Opération de paiement.

Payeur : Personne physique ou morale qui donne un Ordre de paiement. Lorsque, dans le cadre de la Convention de compte, le Client donne un Ordre de paiement à la Banque, il agit en qualité de Payeur.

Prestataire de Services de paiement : Le Prestataire de Services de paiement désigne celui dont l'activité principale consiste à fournir des Services de paiement aux utilisateurs de tels services. BNP Paribas, établissement de crédit, est un Prestataire de Services de paiement.

Services de paiement : Les Services de paiement sont définis à l'article L. 314-1 II du Code monétaire et financier.

Il s'agit principalement des services permettant les dépôts et retraits d'espèces sur le compte, les virements, les prélèvements, les opérations de paiement effectuées avec une carte de paiement ou un dispositif similaire, ainsi que l'émission d'Instruments de paiement et/ ou l'acquisition d'Ordres de paiement.

Taux Moyen Mensuel du Marché Monétaire (T4M) : Le Taux Moyen Mensuel du Marché Monétaire, désigné également « T4M », est la moyenne arithmétique des taux EONIA sur le mois. Il est calculé en fonction du nombre de jours calendaires du mois, en prenant pour chaque journée, le taux EONIA du jour ou le dernier taux EONIA connu en cas d'absence de publication. Le « T4M » est exprimé en pourcentage avec 4 décimales.

Taux Annuel Monétaire (TAM) : Le Taux Annuel Monétaire, désigné également « TAM », est un taux moyen capitalisé des douze derniers mois « T4M ». Il est calculé par équivalence à un taux de rendement correspondant à un placement mensuel (« T4M »), renouvelé chaque fin de mois pendant les douze derniers mois, à intérêts composés. Il est publié, avec quatre décimales, le premier jour ouvré de chaque mois suivant la période de référence.

Utilisateur de Services de paiement : L'Utilisateur de Services de paiement est une personne physique ou morale qui utilise un Service de paiement en qualité de Payeur, de Bénéficiaire ou des deux.

Ainsi, les Clients BNP Paribas sont des Utilisateurs de Services de paiement.

TITRE II – MODALITÉS DE SOUSCRIPTION DE LA CONVENTION

CHAPITRE I – OBJET DE LA CONVENTION

L'objet des présentes Conditions Générales est de définir les conditions d'ouverture, de fonctionnement et de clôture du ou des compte(s) courant(s) ouvert(s) au nom d'un entrepreneur individuel personne physique ou d'une personne morale ci-après dénommé(e) dans l'un ou l'autre cas « le Client », par BNP Paribas, société anonyme immatriculée au RCS de Paris sous le no 662 042 449 et l'identifiant CE FR 76662042449, ORIAS no 07 022 735 dont le siège social est à Paris (75009), 16 bd des Italiens, ci-après dénommée « la Banque » ou « le Prestataire de Services de paiement ».

BNP Paribas est agréée en qualité d'établissement de crédit et est contrôlé par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR). Pour toute information complémentaire sur le sujet, vous pouvez vous adresser à l'ACPR, 4 place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09.

Ces Conditions Générales, associées aux Conditions Particulières relatives au(x) compte(s) courant(s) du Client et au Guide des principaux produits, services et tarifs des Professionnels ou à celui des Entrepreneurs, constituent la Convention de compte Professionnels et Entrepreneurs. Ensemble, ils forment un tout indivisible et indissociable.

Ce document constitue la Convention de compte standard qui organise la gestion du compte courant de tout Client agissant pour ses besoins professionnels.

Lorsque la personne physique agissant pour des besoins professionnels est domiciliée en France ou de nationalité française résidant hors de France ou lorsque la personne morale est domiciliée en France, qu'elle est dépourvue d'un compte de dépôt en France et s'est vue refuser l'ouverture d'un tel compte par l'établissement choisi, celle-ci peut demander à la Banque de France de désigner un établissement qui sera alors tenu de fournir gratuitement l'ensemble des produits et des services énumérés par l'article D.312-5-1 du Code monétaire et financier. Tout mandataire d'un candidat à une élection, déclaré conformément aux articles L52-5 et L52-6 du Code électoral, a également droit à l'ouverture d'un compte de dépôt dans l'établissement de crédit de son choix ainsi qu'à la mise à disposition des moyens de paiement et services bancaires nécessaires à son fonctionnement, en vertu de la procédure de droit au compte prévue à l'article L52-6-1 du Code électoral. En pareille situation, la Banque propose une autre convention adaptée aux exigences légales et réglementaires.

La Convention de compte peut être proposée en agence à la suite ou non d'une sollicitation par la Banque par voie de démarchage.

La « Convention de compte Professionnels et Entrepreneurs » est désignée ci-après « la Convention ».

CHAPITRE II – RÉTRACTATION, PORTÉE ET INCIDENCES

Le Client bénéficie d'un délai de rétractation de quatorze jours calendaires révolus à compter de la date de signature de la Convention sans avoir à justifier de motif ni à supporter de pénalités. Le Client bénéficie de ce délai quelles que soient les modalités de commercialisation de la Convention.

Pour exercer ce droit de rétractation, le Client doit renvoyer, par lettre recommandée avec avis de réception à son agence BNP Paribas, le formulaire de rétractation joint à la Convention après l'avoir rempli, daté et signé ; les frais d'envoi de ce courrier sont à la charge du Client selon le tarif postal en vigueur.

L'exercice du droit de rétractation sur la Convention emportera résiliation de cette Convention dans toutes ses composantes.

En cas de rétractation, le Client doit restituer s'il y a lieu à la Banque toutes les sommes dont il serait débiteur envers elle au titre du (des) compte(s) courant(s) dans les meilleurs délais et au plus tard dans le délai de trente jours à compter du jour de sa notification de rétractation. De son côté, la Banque doit restituer toutes les sommes perçues dans les meilleurs délais et au plus tard dans les trente jours à compter de la réception de la notification de rétractation.

CHAPITRE III – COMMENCEMENT D'EXÉCUTION

Le Client peut demander le commencement d'exécution de la Convention pendant le délai de rétractation sans toutefois renoncer au droit de rétractation qui reste acquis.

Sauf accord de la part du Client, la Convention ne peut commencer à être exécutée avant l'expiration du délai de rétractation.

Le Client fait connaître son choix d'un commencement ou non d'exécution de la Convention en portant cette information sur les Conditions Particulières de la Convention. En tout état de cause, toute opération effectuée sur le compte courant à l'initiative du Client vaudra accord de sa part sur un commencement d'exécution de la Convention.

TITRE III – LE COMPTE COURANT

L'ouverture, le fonctionnement, le maintien, le transfert ou la clôture du ou des compte(s) courant(s) doivent s'effectuer dans le respect de la législation notamment monétaire, fiscale ou relative aux relations financières avec l'étranger; aux embargos, au gel des avoirs, à la lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et la prolifération nucléaire, en vigueur en France et dans les divers pays émetteurs de la monnaie dans laquelle est libellé le compte ou dans ceux concernés par l'exécution de tout ou partie des instructions données à la Banque par le Client (ou en son nom).

En cas d'ouverture d'un compte de campagne par le mandataire d'un candidat à une élection, déclaré conformément aux articles L52-5 et L52-6 du Code électoral, les conditions d'ouverture, de fonctionnement et de clôture de ce compte sont régies par la présente Convention dans le respect des conditions et limites prévues par les articles L52-3-1 et suivants du Code électoral. En conséquence, certaines dispositions des présentes Conditions Générales ne sont pas applicables à un compte de campagne. Par ailleurs, le mandataire du candidat (mandataire financier ou association

de financement) s'engage à ne faire fonctionner le compte de campagne qu'à partir de l'ouverture de la période de financement de la campagne électorale, à savoir six mois avant le premier jour du mois de l'élection.

CHAPITRE I – PRINCIPES DU COMPTE COURANT

1. La relation de compte courant

La relation de compte courant, en raison de son caractère général, englobe l'ensemble des rapports juridiques qui existeront entre la Banque et le Client, aux termes desquels chacun est soit créancier, soit débiteur de l'autre.

Par l'adhésion à la Convention, la Banque et le Client conviennent d'enregistrer les opérations qu'ils auront à traiter ensemble, dans le cadre de leur relation de compte courant.

En conséquence, les opérations enregistrées sur le compte courant ouvert au nom du Client se traduiront en de simples écritures de débit et de crédit dénommées « articles ». Ces écritures sont destinées à se balancer pour former un solde unique qui sera seul exigible.

La relation de compte courant comprend, en outre, les créances ayant une cause antérieure à sa clôture mais qui seraient encore éventuelles à cette date et qui ne naîtraient au profit de l'une des parties qu'après la clôture du compte (à titre d'exemple, il peut s'agir d'effets de commerce escomptés revenus impayés ou encore de la mise en jeu d'une caution que la Banque a délivrée à la demande et sous la responsabilité du Client).

Les sûretés constituées à la garantie des créances portées au compte courant subsisteront mais leur effet sera reporté sur le solde débiteur du compte où la créance garantie aura été portée, tel que ce solde apparaîtra lors de la clôture du compte.

2. Compte courant et unité des comptes ouverts en euro

Sauf demande expresse du Client acceptée par la Banque, cette relation de compte courant demeure y compris lorsque le Client est titulaire de plusieurs comptes courants distincts tenus en une même monnaie dans la même agence.

Ces différents comptes constituent alors autant de chapitres d'un compte courant unique et indivisible de telle sorte que l'ensemble des opérations enregistrées sur chaque chapitre participe à la détermination du solde unique exigible du compte courant.

Sont cependant exclus de cette unité de compte tous comptes réglementés ou destinés à enregistrer des fonds provenant de tiers ou constituant un patrimoine fiduciaire et dont le client ne serait pas propriétaire ou pour lesquels il serait fiduciaire, ainsi que tout compte d'Entrepreneur Individuel à Responsabilité Limitée « EIRL » ouvert au nom du Client sur les livres de la Banque.

À défaut de précision contraire convenue entre la Banque et le Client, le(s) compte(s) est (sont) réputé(s) être ouvert(s) en euro.

Le Client et la Banque conviennent que sera individuellement calculé, sur la base du solde de chacun des chapitres de chaque compte courant, le montant des éventuels intérêts débiteurs dus à la Banque, nonobstant la détermination d'un solde comptable unique pour chaque compte courant.

3. Comptes ouverts en devises autres que l'euro

Le Client et la Banque pourront convenir de l'ouverture de compte(s) libellé(s) dans certaines devises autres que l'euro, dès lors qu'il s'agit de devises agréées par la Banque et librement convertibles, transférables et disponibles sur le Marché au Comptant (ci-après la (les) « devise(s) »). Le Client pourra se rapprocher de son chargé d'affaires pour connaître la liste actualisée des devises concernées.

Aux fins de la présente Convention, le Marché au Comptant signifie le marché continu des changes au comptant ouvert du lundi 5 h 00 (heure de Sydney) d'une semaine calendaire au vendredi 17 h 00 (heure de New-York) de la même semaine.

Toute ouverture de compte en devises suppose l'ouverture préalable ou concomitante d'un compte en euro.

Le Client et la Banque conviennent que tout compte libellé en une devise autre que l'euro constitue un compte courant distinct du compte courant libellé en euro. En conséquence, à chaque devise différente correspondra un compte courant distinct.

Si plusieurs comptes sont ouverts en une même devise (autre que l'euro), ces différents comptes constitueront autant de chapitres d'un compte courant unique.

Les principes relatifs au compte courant tels que définis ci-avant s'appliquent pleinement à chaque compte courant libellé dans une devise particulière.

Les présentes règles ne sauraient nuire aux droits et obligations des parties ni au caractère général de leur relation de compte courant au titre des comptes ou opérations comptabilisés ou libellés en euro, ou en une même devise, conformément aux termes de la Convention.

4. Compensation du (ou des) divers compte(s) courant(s) distinct(s)

Le Client autorise, d'ores et déjà, la Banque à compenser, conformément aux dispositions des articles 1347 et suivants du Code civil, le solde de tout compte courant tenu en euro et/ou en devises avec toutes sommes exigibles dont le Client serait par ailleurs débiteur au titre des comptes ou opérations libellés en devises ou en euro.

Dans l'hypothèse de comptes courants tenus dans une devise autre que l'euro, la compensation interviendra après l'opération de change nécessaire à la conversion de la devise considérée en euro.

Il sera à cet effet fait application des frais et commissions de change précisés dans le « Guide des principaux produits, services et tarifs » des Professionnels et dans celui des Entrepreneurs, applicables à la Convention, tels qu'ils seront successivement en vigueur. Le cours de change appliqué sera celui établi par BNP Paribas sur la base du cours constaté sur le Marché au Comptant entre les monnaies concernées et disponible auprès du chargé d'affaires du Client (ci-après, le « Cours de Change »).

La compensation ne fera pas disparaître les éventuelles garanties qui auront été attachées aux opérations enregistrées sur le ou les comptes objet de la compensation. Ces garanties seront alors reportées au solde du compte concerné.

CHAPITRE II – OUVERTURE DU COMPTE COURANT

1. Documents à communiquer lors de l'ouverture du compte courant

1.1. Le Client exploite une entreprise individuelle

Le Client doit déposer un spécimen de sa signature et présenter :

- un justificatif d'identité en cours de validité comportant une photographie ;
- un justificatif de domicile récent ;
- un justificatif de domicile fiscal.

La Banque pourra demander, sous leur forme originale, aucune copie n'étant acceptée, les documents complémentaires suivants :

- un exemplaire original d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés (extrait K) à jour et de moins de trois mois, s'il est commerçant ou auto-entrepreneur commerçant, domicilié en France ou exerçant en tout ou partie ses activités en France et que la réglementation qui lui est applicable en France le requiert ;
- une attestation d'immatriculation au Répertoire des Métiers ou au registre des entreprises dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle, à jour et datant de l'année en cours s'il est artisan ou auto-entrepreneur artisan, domicilié en France ou exerçant en tout ou partie ses activités en France et que la réglementation qui lui est applicable en France le requiert. Si l'artisan a également la qualité de commerçant, il devra également fournir un extrait K (immatriculation au registre du commerce et des sociétés) de moins de 3 mois ;
- la présentation du diplôme ou de la carte professionnelle permettant l'exercice de la profession considérée, s'il exerce une profession libérale ;
- un exemplaire original d'attestation d'affiliation à une Caisse de la Mutualité Sociale Agricole datant de moins de trois mois, s'il est agriculteur ;
- la déclaration d'affectation de patrimoine inscrite auprès d'un registre de publicité légale ou d'un registre spécial et le cas échéant les déclarations modificatives, si le Client est une EIRL (entrepreneur individuel à responsabilité limitée) ;
- dispositions spécifiques aux micro-entrepreneurs :
 - Le travailleur indépendant qui a opté pour le régime micro-social (micro-entrepreneur) est tenu d'ouvrir un compte courant dédié à sa seule activité professionnelle. Depuis le 11 décembre 2016, l'ouverture de ce compte doit intervenir au plus tard 12 mois après la déclaration de la création de l'entreprise.
 - Il est rappelé que depuis le 19/12/2014, les micro-entrepreneurs artisans, commerçants doivent, lors de la création de leur entreprise, s'immatriculer respectivement au répertoire des métiers ou au registre du commerce et des sociétés (registre des entreprises dans le Haut-Rhin, le Bas Rhin et la Moselle). Cette obligation s'applique tant pour une activité principale que pour une activité secondaire.
 - Les micro-entrepreneurs (professionnels libéraux, artisans, commerçants et agriculteurs) doivent communiquer leur certificat d'entreprise délivré par l'INSEE portant le numéro SIREN/SIRET et le code APE.
 - Les micro-entrepreneurs exerçant une profession libérale doivent de plus déclarer leur activité au CFE de l'URSSAF.

1.2. Le Client exploite une entreprise sous forme de société

Le ou les représentants légaux de la société doivent fournir à la Banque :

- les actes portant désignation de leur qualité à l'égard de la société. Ils doivent, en outre, justifier de leur identité en présentant une pièce d'identité officielle en cours de validité comportant une photographie, en même temps qu'ils déposent un spécimen de leur signature ;
- tout document, certifié conforme par le représentant légal du Client, justifiant de la répartition du capital social et des droits de vote ;
- le cas échéant, tout document ou justificatif en cours de validité approprié permettant d'identifier le bénéficiaire effectif du Client, c'est-à-dire la ou les personne(s) physique(s) qui détient (détiennent) directement ou indirectement plus de 25 % des droits de vote et/ ou du capital social du Client, ou qui exerce(nt), par tout moyen, un pouvoir de contrôle sur les organes de gestion, d'administration ou de direction du Client ou sur l'assemblée générale ;
- un exemplaire original d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés (extrait K-bis) à jour et de moins de trois mois ;
- les trois derniers bilans (sauf pour les sociétés en formation) ou le premier ou les deux derniers bilans pour les sociétés existant depuis moins de trois ans, ou le bilan prévisionnel et le compte d'exploitation en cas de société créée depuis moins d'un an ;
- un exemplaire des statuts certifiés conformes depuis moins d'un an par un mandataire spécialement habilité de la personne morale titulaire du compte ainsi que tous actes modificatifs, s'il y a.

1.3. La société est en cours d'immatriculation

Il devra être fourni à la Banque :

- le projet des statuts ou les statuts dûment signés ou encore une copie certifiée conforme à l'original par la ou les personnes agissant au nom de la société en formation ;
- une lettre de demande d'ouverture de compte de dépôt de capital intitulé au nom de la société en formation suivi de la mention « Société en formation » signée par la ou les personnes agissant au nom de la société en formation ;
- et/ou, selon le cas, une lettre de demande d'ouverture de compte de fonctionnement intitulé au nom de la société en formation suivi de la mention « Société en cours de constitution » signée par tous les actionnaires ou associés fondateurs. Dans cette lettre, dont le modèle est mis à disposition par la Banque, les actionnaires ou associés fondateurs reconnaissent notamment qu'ils sont indéfiniment et solidairement engagés au remboursement de toute somme qui pourrait être due à la Banque par la société en cours d'immatriculation ;
- la liste des associés ou actionnaires comportant leur nom, prénom et domicile avec l'indication des sommes versées par chacun d'eux ainsi que le nombre de parts sociales ou d'actions souscrites ;
- document officiel justificatif en cours de validité de l'identité des actionnaires ou associés personnes physiques ou morales de la société. Pour les personnes physiques, un justificatif d'identité en cours de validité portant une photographie sera demandé ;
- le cas échéant, tout document ou justificatif en cours de validité approprié permettant d'identifier le bénéficiaire effectif de la société, c'est-à-dire la ou les personne(s) physique(s) qui détient (détiennent) directement ou indirectement plus de 25 % des droits de vote et/ou du capital social de la société, ou qui exerce(nt), par tout moyen, un pouvoir de contrôle sur les organes de gestion, d'administration ou de direction de la société ou sur l'assemblée générale.

1.4. Le Client est une association

Le/les représentant(s) de l'association doit(vent) fournir à la Banque :

- un justificatif d'insertion au Journal Officiel de la déclaration de constitution de l'association ;
- lorsque l'association a été reconnue d'utilité publique, un extrait du décret en Conseil d'État paru au Journal Officiel dans lequel a été publiée la déclaration d'utilité publique de l'association ;
- un exemplaire des statuts certifiés conformes depuis moins d'un an par le président de l'association ;
- le document portant désignation des membres du conseil d'administration et des membres du bureau ;
- les actes autorisant l'ouverture du compte et portant désignation de la ou les personnes habilitées à le faire fonctionner.

Cette ou ces personne(s) devra(ront) justifier de leur identité à l'aide d'une pièce d'identité officielle en cours de validité comportant une photographie, en même temps qu'elle(s) déposera(ront) un spécimen de leur signature.

1.5. Le Client exerce une profession dont l'exercice et/ou les comptes sont réglementés

La Banque pourra lui demander tout document spécifique approprié. Il en sera de même dans le cadre de l'ouverture d'un compte à une société civile professionnelle.

1.6. Le Client est une société régie par un droit étranger ou un établissement domicilié à l'étranger

Le ou les représentants légaux de la société (et les mandataires de la société, s'il y a) devra(ront) fournir à la Banque :

- les actes portant désignation de leur qualité à l'égard de la société. Il(s) devra(ront), en outre, justifier de leur identité en présentant une pièce d'identité officielle en cours de validité comportant une photographie, en même temps qu'ils déposeront un spécimen de leur signature ;
- un original ou une expédition ou une copie certifiée conforme par le représentant légal ou toute personne habilitée de tout acte ou extrait de registre officiel datant de moins de trois mois, et constatant la dénomination, la forme juridique, l'actionnariat et le siège social, ainsi que les pouvoirs des personnes agissant au nom de la société ;
- un exemplaire certifié conforme par le représentant légal ou toute personne habilitée datant de moins d'un an des documents constitutifs à jour de la société (statuts ou documents équivalents prévus par la réglementation étrangère dont relève la société) ;
- les trois derniers bilans ;
- le cas échéant, un extrait original d'immatriculation auprès du Registre du Commerce et des Sociétés du tribunal de commerce territorialement compétent en France, lorsque le Client dispose d'un établissement en France.

La Banque pourra demander les documents complémentaires suivants :

- une lettre de recommandation bancaire ;
- une attestation juridique qui devra être établie dans les conditions agréées par la Banque.

1.7. Le Client est une personne physique de nationalité étrangère

Outre les justificatifs qu'il doit fournir en tant qu'entrepreneur individuel, la Banque pourra le cas échéant lui demander une lettre de recommandation bancaire.

Si le Client est commerçant, la Banque pourra solliciter comme document complémentaire la déclaration préalable auprès de la préfecture du ressort de l'exercice de son activité commerciale, industrielle ou artisanale.

Si les documents fournis par le Client ne sont pas rédigés en langue française, la Banque pourra également solliciter la fourniture de leur traduction, le cas échéant jurée⁽¹⁾.

Le Client s'engage à respecter toutes formalités notamment de légalisation ou d'apostille⁽²⁾ le cas échéant requises, et à supporter l'ensemble des frais et coûts induits par la fourniture des informations ou documents requis, lors de l'ouverture du compte (ou par la suite).

D'une manière générale, la Banque peut demander au Client et/ou à son(ses) représentant(s) légal(aux) (ou mandataires) la fourniture de tout document complémentaire qu'elle jugerait nécessaire, notamment si une législation étrangère régit également sa (leur) situation.

1.8. Dans le cadre de la lutte contre l'évasion fiscale, la réglementation américaine « Foreign Account Tax Compliance Act » (FATCA) et la Norme commune d'échange automatique de renseignements en matière fiscale de l'OCDE imposent à la Banque d'effectuer des diligences aux fins :

- d'identifier les US Persons (en application de la réglementation FATCA) et plus généralement,
- d'identifier les résidences fiscales de ses clients ;
- ces diligences s'étendant également, dans le cas des clients personnes morales, à leurs bénéficiaires effectifs.

À cet effet, la Banque collecte la documentation requise, notamment un formulaire d'auto-certification et tous justificatifs, informations ou attestations nécessaires à l'établissement du statut fiscal du Client et, le cas échéant, de ses bénéficiaires effectifs.

1.9 En cas d'ouverture d'un compte de campagne par le mandataire d'un candidat à une élection

Lorsque le mandataire du candidat est un mandataire financier personne physique, il doit déposer un spécimen de sa signature et fournir à la Banque :

- une attestation sur l'honneur de ne disposer d'aucun compte de dépôt en tant que mandataire d'un candidat à une élection,
- les documents attestant de sa qualité de mandataire financier précisant le nom du candidat, l'élection et la circonscription concernée (copie de la déclaration du candidat effectuée en Préfecture comportant sa désignation en tant que mandataire financier, copie de l'acceptation expresse du mandataire financier effectuée en préfecture et un justificatif de réception de ces deux déclarations émanant de la préfecture),

(1) Traduction effectuée par des traducteurs agréés auprès des tribunaux.

(2) La légalisation est une formalité administrative destinée à attester de l'exactitude de la signature apposée sur un acte et de la qualité de celui qui le délivre. L'apostille est une forme simplifiée de légalisation.

- les justificatifs suivants pour le mandataire financier, ainsi que pour le candidat : la photocopie d'une pièce d'identité en cours de validité comportant une photographie et un justificatif de domicile récent.

Lorsque le mandataire du candidat est une association de financement électoral, la personne habilitée (le président de l'association, le trésorier ou une personne désignée spécifiquement dans les statuts ou par délibération d'une assemblée générale) doit déposer un spécimen de sa signature et fournir à la Banque :

- le récépissé de déclaration de l'association auprès de la préfecture (complétée de l'accord écrit du candidat), ainsi que la publication au Journal Officiel d'un extrait de cette déclaration ;
- un exemplaire des statuts certifiés conformes depuis moins d'un an par le président de l'association ;
- le document portant désignation des membres du conseil d'administration et des membres du bureau ;
- la délibération de l'organe compétent de l'association désignant la personne habilitée à l'effet de demander l'ouverture du compte et à le faire fonctionner.

Cette personne habilitée, ainsi que le candidat, devront justifier chacun de leur identité à l'aide d'une pièce d'identité officielle en cours de validité comportant une photographie, ainsi qu'un justificatif de domicile récent.

2. Documents et informations à fournir de manière périodique après l'ouverture du compte

Le Client (ses représentants légaux ou mandataires) s'engage(nt) à fournir sans délai à la Banque toute information et tout justificatif pouvant lui être utile et à l'avertir de toute modification des renseignements fournis lors de l'ouverture de son compte (état civil, domicile, capacité des dirigeants/modifications statutaires, changement de dirigeants, d'actionnariat, de bénéficiaires effectifs, changement de la forme de l'entreprise, le cas échéant déclaration modificative d'affectation de patrimoine et comptes annuels déposés au registre légal ou spécial si le Client est EIRL (entrepreneur individuel à responsabilité limitée)).

Le Client devra en outre fournir à la Banque, tous les ans, tous documents susceptibles de justifier de sa situation financière, notamment son bilan établi et signé par un expert-comptable et le cas échéant les rapports du commissaire aux comptes.

3. Formalités effectuées par la Banque

Conformément à la législation actuellement en vigueur, la Banque doit dans le cadre de l'ouverture du compte :

- vérifier pour les personnes physiques leur identité et leur domicile, pour les personnes morales leur siège social et la régularité des pouvoirs de leurs représentants ;
- s'assurer auprès de la Banque de France que tout nouveau client n'est pas frappé d'une interdiction d'émettre des chèques ;
- déclarer à l'Administration fiscale l'ouverture de chaque compte.

CHAPITRE III - FONCTIONNEMENT DU COMPTE COURANT

1. La preuve des opérations et le relevé de compte

Le montant du solde exigible et, d'une manière générale, toutes les opérations inscrites sur le compte courant, pourront être établis, même vis-à-vis des tiers, par tous les moyens de preuve, notamment les correspondances et les pièces comptables.

Un relevé de compte est fourni au Client, ou est mis à sa disposition, selon la périodicité qu'il a retenue dans les Conditions Particulières de fonctionnement de son compte, parmi celles qui sont proposées dans le « Guide des principaux produits, services et tarifs » des Professionnels et dans celui des Entrepreneurs.

Ce relevé retrace les opérations effectuées sur le compte. Ces dernières sont inscrites dans l'ordre où elles sont effectivement présentées à la Banque.

Il comprend des indications concernant, la date d'enregistrement de l'opération en comptabilité, la nature et le montant de l'opération ainsi que la date de valeur qui est la date à laquelle prend effet, pour le calcul des intérêts et commissions, l'opération portée au compte. Le Client bénéficiant d'un accès à un espace personnel sécurisé pourra bénéficier, en fonction des évolutions des systèmes de communication, de relevés de compte sous forme électronique, qui se substitueront, selon la même périodicité, aux relevés de compte établis sur support papier.

Sur demande de sa part, le Client pourra demander à ce que ses relevés de compte lui soient à nouveau communiqués sur support papier par voie postale, sans frais lorsqu'il s'agit d'un relevé de compte avec une périodicité mensuelle. Pour les autres périodicités, ce relevé pourra être facturé selon les conditions prévues dans le « Guide des principaux produits, services et tarifs » des Professionnels et dans celui des Entrepreneurs.

Il incombe au Client de vérifier les opérations figurant sur le relevé. Le Client peut contester une opération au plus tard dans un délai maximum de deux mois à compter de la date de comptabilisation de l'opération.

À l'expiration de ce délai, l'opération est réputée définitivement approuvée, sauf preuve contraire.

La Banque conserve pendant dix ans les documents comptables enregistrant les mouvements portés sur le compte. Les recherches nécessaires en cas de litiges sont ainsi facilitées.

Conformément à la loi, le Client (entrepreneur individuel et association) recevra sur support papier ou lorsqu'il bénéficie des relevés de compte de dépôt sous forme électronique, sur un autre support durable, au cours du mois de janvier de chaque année, un récapitulatif des sommes perçues par la Banque au titre de l'année civile précédente, dans le cadre de la gestion de son compte courant.

2. Le compte joint entre personnes physiques

En tant qu'entrepreneur individuel, si le Client opte pour l'ouverture d'un compte joint, c'est-à-dire d'un compte ouvert à son nom et au nom d'un ou plusieurs autre(s) co-titulaire(s) (par exemple : son conjoint) ce compte est soumis tant aux règles définies dans la présente Convention qu'à celles de la solidarité active et passive.

La solidarité active permet à l'un quelconque des co-titulaires d'effectuer seul, dans les conditions des articles 1310, 1311 et suivants du Code civil, toutes opérations, notamment celles de dépôts et retraits de fonds, remises d'effets ou de chèques à l'encaissement ou à l'escompte, etc.

La solidarité passive permet à l'un ou à l'autre des co-titulaires d'engager solidairement l'ensemble des co-titulaires dans les conditions des articles 1313 et suivants du Code civil, les héritiers et ayants droit des co-titulaires étant tenus dans les mêmes conditions.

Sauf stipulation contraire, tout courrier, relevé ou acte pourra être valablement délivré à (ou par) un seul des co-titulaires. Chaque co-titulaire informe les autres co-titulaires des communications qu'il a reçues de la Banque.

Le compte joint est valable jusqu'à dénonciation expresse, même par simple lettre adressée à la Banque par les co-titulaires ou l'un d'entre eux. Cette dénonciation a pour effet la transformation immédiate du compte joint en compte indivis sans solidarité active, chacun des co-titulaires restant cependant responsable, d'une part de tout solde débiteur éventuel à la date de la transformation et d'autre part de l'utilisation des cartes de paiement et de retrait et des chèques ayant pu être délivrés sur ce compte et non restitués. Le compte indivis fonctionne sans solidarité active sous la signature de tous ses co-titulaires. La Banque sollicite les instructions des co-titulaires pour procéder à la clôture du compte.

Le compte joint peut, à la demande de l'ensemble des co-titulaires, être transféré dans une autre agence de la Banque. Dans ce cas, il continue de produire tous ses effets.

Si l'un des co-titulaires devient incapable, le compte est transformé, dès que la Banque en a la justification, en compte indivis, sans solidarité active. Celui-ci ne peut alors plus fonctionner que sur signatures conjointes de tous les co-titulaires. La Banque les informe de cette transformation.

L'EIRL ne peut prétendre à l'ouverture d'un compte joint.

3. Le Relevé d'Identité Bancaire

Pour faciliter les relations commerciales du Client et lui permettre de communiquer sans risque d'erreur ses coordonnées bancaires,

la Banque, dès l'ouverture du compte, lui remet un Relevé d'Identité Bancaire (RIB) (reprenant notamment le numéro de compte bancaire International Bank Account Number (IBAN) ainsi que le Business Identifier Code (BIC)) et lui en adresse plusieurs exemplaires.

Un exemplaire figure dans chacun de ses carnets de chèques.

Enfin, sur simple demande de la part du Client, soit au guichet de l'agence qui tient son compte, soit par l'intermédiaire des services de Banque à distance, des RIB peuvent lui être fournis.

4. Les retraits et dépôts d'espèces

4.1. Le retrait d'espèces

Le Client peut retirer des espèces (euros) dans les distributeurs automatiques de billets au moyen de sa carte de paiement, de retrait ou encore, exclusivement pour le Client personne physique, au moyen d'une carte de dépannage qui lui sera remise en agence et dont les modalités d'utilisation lui seront précisées lors de la remise.

Le Client a, également, la faculté de retirer des espèces auprès de l'agence qui tient son compte, si elle dispose d'un service de caisse complet ou dans celle la plus proche disposant d'un service de caisse complet, à hauteur de la totalité de ses avoirs disponibles.

Des délais peuvent s'avérer nécessaires pour la réalisation de ces retraits, selon les montants et la monnaie concernée. Le Client peut obtenir toute information utile à ce sujet auprès de son chargé d'affaires.

4.2. Le dépôt d'espèces

Le Client peut effectuer des dépôts d'espèces selon les modalités suivantes:

- au guichet de l'agence : un bordereau d'opération mentionnant notamment le montant de la remise est délivré par la Banque au Client. Le compte du Client est crédité du montant de la somme remise ;
- dans les agences pourvues d'un automate de dépôt de billets, à condition que le Client soit titulaire d'une carte BNP Paribas ou d'une carte de dépôt. Le Client, après s'être identifié avec sa carte, insère ses billets dans l'automate. Un ticket valant reçu est remis au Client après chaque opération. Le compte du Client est crédité après le comptage et le contrôle des espèces.

4.3. La destination des fonds

Dans le cadre de la réglementation applicable en matière de prévention contre le blanchiment des capitaux ou de la lutte contre le financement du terrorisme, et au titre de l'organisation interne de la Banque celle-ci peut être amenée à interroger le Client sur la destination des fonds, sur l'objet de la transaction et l'identité de la personne qui en bénéficie.

5. Les chèques

Par application de l'article L. 131-71 du Code monétaire et financier, la Banque peut refuser, par décision motivée, de délivrer des formules de chèques. Par ailleurs, la Banque peut, à tout moment, réclamer au Client la restitution des formules de chèques antérieurement délivrées.

Le Client dépourvu de formules de chèques peut néanmoins effectuer des retraits dans toutes les agences de la Banque selon des modalités qui lui seront précisées ou encore demander l'émission de chèques de Banque, cette dernière opération étant soumise à facturation (cf. « Guide des principaux produits, services et tarifs » des Professionnels et celui des Entrepreneurs).

Il appartient au Client de prendre toutes précautions utiles pour assurer la conservation des formules de chèques qui lui sont délivrées.

5.1. La délivrance et le renouvellement des formules de chèques

Avant de délivrer des formules de chèques, la Banque interroge le fichier de la Banque de France centralisant les incidents de paiements de chèques (cf. paragraphe « La législation des chèques sans provision ») et recueille, si elle l'estime nécessaire, d'autres renseignements.

Les formules de chèques sont tenues à la disposition du Client, dans son agence BNP Paribas ou dans une agence désignée par ses soins ou lui sont expédiées à son domicile par lettre suivie (sans frais) ou sous pli recommandé. Dans ce dernier cas, les frais d'affranchissement et les frais d'envoi sont à la charge du Client.

Les renouvellements de carnets de chèques sont gérés automatiquement au fur et à mesure de l'utilisation des carnets de chèques, en fonction de données que le Client aura préalablement déterminées (catégories de chéquiers, nombre de formules) et qui sont enregistrées par la Banque. Des chéquiers supplémentaires peuvent être commandés soit à l'agence, soit par l'intermédiaire des services de banque à distance.

5.2. L'utilisation des chèques

Ils permettent au Client, ainsi qu'à ses mandataires, d'effectuer des paiements et des retraits d'espèces.

La législation française et les règles de droit international privé auront vocation à s'appliquer à tout chèque émis sur un compte bancaire en France, en tant notamment que loi du lieu du paiement. Il appartient au Client (et à ses représentants légaux ou mandataires) de s'assurer, en tant que de besoin lors de l'utilisation de tout chèque à l'international, de la teneur et de l'impact des législations étrangères impliquées (loi du lieu de création du chèque..).

En conséquence, le Client sera considéré comme ayant effectué toutes vérifications utiles à ce sujet, lors de chaque remise faite à la Banque, qui n'encourra aucune obligation à l'égard du Client de ce chef.

Conformément aux dispositions issues de la Convention signée à Genève le 19 mars 1931 et destinée à régler certains conflits de loi en matière de chèques, le délai de prescription reconnu comme applicable en France est déterminé par la loi du lieu de création du chèque, voire la loi du lieu où le chèque est payable pour ce qui concerne la détermination du délai de présentation.

Ainsi, lorsque les chèques sont émis et payables en France, ils sont valides pendant un an à compter de leur date d'émission augmentée des délais de présentation (soit huit jours pour un chèque émis et payable en France métropolitaine).

Les formules de chèques fournies sont pré-barrées et stipulées non endossables, sauf en faveur d'une banque ou d'un établissement assimilé.

Le Client s'engage à n'utiliser que les formules de chèque que lui fournit la Banque ou qui sont éditées dans les conditions convenues avec la Banque. Il s'interdit de modifier ou d'occulter les mentions portées sur ses formules.

Les formules de chèques délivrées par la Banque sont celles en usage en France et libellées en euro.

5.3. L'encaissement des chèques

Le Client peut réaliser des remises de chèques aux guichets des agences en France métropolitaine de BNP Paribas, ainsi que dans les urnes et les automates mis à disposition par la Banque. Le cas échéant, la Banque pourra proposer au client détenteur de « l'offre BNP Net Professionnels » d'envoyer ses chèques à la Banque par voie postale après les avoir photographiés dans l'application « Mes Comptes » selon les modalités spécifiées dans celle-ci.

Le Client doit endosser au profit de la Banque (en apposant sa signature au verso des formules) les chèques qu'il lui remet en vue de leur encaissement. La (les) formule(s) de chèques doit(vent) être accompagnée(s) d'un bordereau personnalisé fourni par la Banque, dûment renseigné. Les remises de chèques doivent être groupées par devise et par paquet de trois cents chèques.

Les autres remises de chèques payables à l'étranger ou sur certaines Collectivités d'Outre-Mer (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis-et-Futuna et Saint-Pierre-et-Miquelon) seront accompagnées d'un bordereau spécifique remis en agence. La Banque peut assurer l'encaissement des chèques payables à l'étranger selon des conditions et des modalités qui seront déterminées en fonction du pays concerné et/ou de la monnaie considérée.

Le montant des remises pour les chèques libellés dans une monnaie autre que l'euro et payables en France n'est en principe crédité au compte du Client qu'après encaissement.

Les délais et modalités d'encaissement peuvent varier fortement en fonction du pays où les chèques sont payables. Les chèques payables hors de France sont portés au crédit du compte du Client, sous réserve d'encaissement (sauf bonne fin), dès lors qu'au moment de la remise les chèques sont payables dans un pays pour lequel BNP Paribas fonctionne en crédit sauf bonne fin (procédure dite d'escompte-valeur). Sauf demande préalable contraire, expresse et non équivoque du Client, pouvant être notamment formulée pour les chèques en devises, cette procédure d'escompte-valeur sera appliquée.

Toutes informations utiles à ce sujet pourront être données au Client par son agence BNP Paribas.

Pour les chèques payables en France, cette opération est effectuée le jour de la remise si celle-ci a été effectuée en euro pendant les heures ouvrables de l'agence (remise aux guichets ou dans les urnes) ou avant l'heure de fermeture de l'« Espace Accueil et Services » de l'agence où se situent les automates de dépôts mis à sa disposition par la Banque.

Pour toute remise qui ne satisferait pas à l'ensemble des conditions susvisées, la Banque s'engage à traiter celle-ci dans les meilleurs délais.

La Banque peut néanmoins refuser tout ou partie des remises de chèques, payables en France ou hors de France, libellés ou non en euro, ou de ne procéder au crédit du compte du Client qu'après encaissement, au vu notamment de la qualité et des caractéristiques des chèques qui lui sont présentés par (ou au nom) du Client.

Le Client déclare et reconnaît spécifiquement pour les chèques payables hors de France que la législation ou réglementation nationale et internationale ainsi que les usages bancaires du pays où ces chèques sont payables auront également vocation à s'appliquer. Il appartient au Client d'effectuer toutes diligences et vérifications utiles à ce sujet.

Sans préjudice de ses droits dans tous les autres cas, la Banque se réserve expressément le droit de procéder, à tout moment, après crédit en compte du Client (même effectué sur une base d'encaissement pur), à des écritures de contre-passation (ou débit) sur le compte du Client, à réception de tout impayé ou en cas de contestation (même a posteriori) concernant des chèques tirés sur des établissements sis à l'étranger, quel que soit la date ou le motif de l'impayé ou de la contestation.

En cas de chèque revenu impayé, la Banque débite le compte du montant du chèque impayé, augmenté, le cas échéant, des frais et charges applicables. La Banque peut cependant ne pas effectuer cette contre-passation et inscrire le montant d'un impayé au débit d'un compte spécial, si elle souhaite conserver ses recours en vertu du chèque.

En cas d'impayés, la Banque est formellement dispensée de toutes formalités et il appartient au Client de prendre, sur son initiative, les mesures qu'il jugera nécessaires à la préservation de ses recours à l'égard du tireur, voire de l'établissement tiré.

Sans préjudice de ce qui précède, la Banque pourra refuser les remises de chèques sur les formules qui seraient non conformes aux normes et usages de la Profession.

Pour les chèques libellés dans une monnaie autre que l'euro, les règles d'imputation et de Cours de Change mentionnées au paragraphe 11 ci-après trouveront également à s'appliquer. À ce titre, les opérations de crédits et débits dès lors qu'elles sont comptabilisées sur un compte en euro du Client se feront en fonction du Cours de Change constaté respectivement lors de chacune de ces opérations, le Client supportant les fluctuations de Cours de Change en découlant.

5.4. Le paiement des chèques

L'ensemble des chèques émis par le Client et qui sont présentés au paiement sont inscrits par la Banque au débit du compte concerné dans la limite de la provision disponible.

Pour les chèques libellés dans une monnaie autre que l'euro, les règles d'imputation et de Cours de Change mentionnées au paragraphe 11 ci-après trouveront à s'appliquer.

5.5. La provision du chèque

Le Client doit s'assurer, au moment de l'émission d'un chèque, de l'existence préalable d'une provision suffisante sur son compte et de sa disponibilité. La provision est une créance de sommes d'argent qui résulte soit de dépôts que le Client a constitués sur son compte, soit de facilités de caisse ou de découverts que la Banque peut lui avoir accordés.

Le Client doit s'assurer du maintien et de la disponibilité de cette provision jusqu'à la présentation au paiement du chèque. En France, le retrait de la provision postérieurement à l'émission du chèque, dans l'intention de nuire à autrui, est pénalement sanctionné (cf. article L. 163-2 du Code monétaire et financier).

5.6. La législation des chèques sans provision

> Conséquences du refus de paiement d'un chèque

Après avoir informé le Client, par tout moyen approprié, des conséquences du défaut de provision, la Banque peut refuser en partie ou en totalité le paiement d'un chèque pour défaut de provision suffisante. Dans ce cas, elle lui enjoint par écrit de restituer à tous les banquiers dont il est client, les formules de chèques en sa possession ou en celle de ses mandataires, sans préjudice des dispositions prévues à l'article L131-86-1 du Code monétaire et financier. Cet écrit précise au Client qu'il lui est également interdit d'émettre des chèques autres que de retrait jusqu'à régularisation ou, à défaut, pendant cinq années.

À cette occasion, la Banque peut demander au Client la restitution des cartes de paiement en sa possession ou en celle de ses mandataires.

La Banque informe, par ailleurs, les éventuels mandataires, détenteurs de chèques utilisables sur le compte, que le Client lui aura fait connaître, qu'il leur est également interdit, jusqu'à régularisation, d'émettre des chèques sur le compte ayant enregistré l'incident.

Lorsque l'incident de paiement est le fait du titulaire d'un compte collectif avec ou sans solidarité, les conséquences de l'interdiction bancaire s'appliquent aux autres titulaires tant en ce qui concerne ce compte qu'en ce qui concerne les autres comptes dont ils pourraient être individuellement ou collectivement titulaires en France.

Toutefois, dans l'hypothèse où, préalablement à l'incident, les co-titulaires auraient, d'un commun accord, désigné l'un d'entre eux, conformément à l'article L. 131-80 du Code monétaire et financier, pour être, seul, frappé d'interdiction d'émettre des chèques sur l'ensemble de ses comptes, les autres co-titulaires ne seraient interdits d'émission de chèque que sur le seul compte ayant enregistré l'incident.

Dès lors qu'elle a refusé le paiement d'un chèque pour défaut de provision suffisante, la Banque en avise la Banque de France.

> Régularisation de l'incident de paiement

Pour régulariser l'incident de paiement, le Client doit avoir réglé le montant du chèque impayé ou constitué une provision suffisante et disponible destinée à son règlement par la Banque.

> Règlement du chèque

Si le montant du chèque a été réglé entre les mains du bénéficiaire, le Client en justifie par la remise de ce chèque à la Banque. Si le chèque a été payé lors d'une nouvelle présentation, le Client fait état, auprès de la Banque, du débit en compte correspondant.

> Restitution de la provision

La provision affectée au règlement du chèque redevient disponible à l'expiration d'un délai d'un an à compter de sa constitution, si elle n'a pas été utilisée à cet effet, à l'occasion d'une nouvelle présentation ou immédiatement si le Client remet le chèque à la Banque.

Modalités particulières de régularisation propres aux procédures collectives ouvertes en France

Régularisation par effacement de la créance

L'effacement total de la créance correspondant au chèque impayé, intervenant dans le cadre d'une procédure de surendettement, vaut régularisation de l'incident de paiement (cf. article L. 733-18 du Code de la consommation). Le Client en justifie à la Banque par la remise de l'attestation établie par la Commission de Surendettement (ou, le cas échéant, par le juge de l'Exécution saisi d'une contestation des mesures recommandées par la Commission de Surendettement) laquelle avise la Banque de France de la régularisation. De même, l'effacement des dettes dans le cadre d'un rétablissement personnel, qu'il soit avec ou sans liquidation judiciaire, vaut régularisation des incidents

liés à l'absence de provision sur le compte bancaire sur lequel les chèques ont été tirés (cf. article L. 743-1 du Code de la consommation). Le Client en justifie à la Banque par la remise de l'attestation établie par la Commission de Surendettement (ou, le cas échéant, par le juge de l'Exécution ayant prononcé le rétablissement personnel).

Régularisation par homologation de l'accord de conciliation

L'homologation de l'accord qui met fin à la procédure de conciliation prévue à l'article L.611-4 du Code de commerce entraîne de plein droit la levée de l'interdiction d'émettre des chèques mise en œuvre à l'occasion du rejet d'un chèque émis avant l'ouverture de cette procédure (cf. article L. 611-10 -2 du Code de commerce).

Régularisation par adoption du plan de sauvegarde ou de redressement

Le jugement qui arrête le plan de sauvegarde ou le plan de redressement entraîne la levée de plein droit de l'interdiction d'émettre de chèque mise en œuvre à l'occasion du rejet chèque émis avant le jugement d'ouverture de la procédure de sauvegarde ou de la procédure de redressement judiciaire (cf. articles L. 626-13 et L. 631-19 du Code de commerce).

Suspension des effets de l'interdiction bancaire par clôture de la liquidation judiciaire

La clôture de la liquidation judiciaire du débiteur suspend les effets de l'interdiction bancaire mise en œuvre à l'occasion du rejet d'un chèque avant le jugement d'ouverture de la procédure collective (cf. article L. 643-12 du Code de commerce).

Toutefois, si les créanciers recouvrent leur droit de poursuite individuelle, la mesure d'interdiction peut reprendre effet à compter de la délivrance, par ordonnance du président du tribunal, du titre exécutoire.

Le Client qui bénéficie d'une levée d'interdiction bancaire ou de la suspension des effets de celle-ci en justifie en communiquant à la Banque une copie du jugement homologuant l'accord de conciliation, arrêtant le plan de sauvegarde ou de redressement ou prononçant la clôture de la liquidation, accompagnée du relevé des incidents de paiement des chèques enregistrés à son nom à la Banque de France. La Banque transmet alors à la Banque de France les demandes d'annulation de chacun des incidents qu'elle a déclarés concernant les chèques émis avant le jugement d'ouverture de la procédure collective.

Lorsque tous les incidents survenus sur le compte sont régularisés, la Banque émet une attestation mentionnant la régularisation. Le Client ne recouvre toutefois la faculté d'émettre des chèques que s'il n'est pas sous le coup d'une interdiction judiciaire d'émettre des chèques ou d'une interdiction bancaire notifiée à la suite d'un incident constaté sur un autre compte.

> Annulation de l'incident de paiement

La Banque peut demander à la Banque de France l'annulation d'un incident de paiement qu'elle lui a précédemment déclaré dans les cas suivants:

- lorsque le refus de paiement ou l'établissement de l'avis de non-paiement résulte d'une erreur de sa part ;
- lorsque le Client établit qu'un événement qui n'est pas imputable à l'une des personnes habilitées à tirer des chèques sur son compte a entraîné la disparition de la provision.

> Certificat de non-paiement

En France, le certificat de non-paiement permet au porteur d'un chèque dont le paiement a été refusé pour défaut de provision d'exercer des recours contre l'émetteur.

La notification effective ou la signification par ministère d'huissier de ce certificat vaut commandement de payer. À défaut de justification du paiement du chèque dans les quinze jours à compter de la réception de la notification ou de la signification, l'huissier de justice délivre un titre exécutoire permettant au porteur du chèque de procéder au recouvrement forcé de sa créance.

La Banque communique au porteur du chèque impayé un certificat de non-paiement dans les cas suivants :

- sur demande du porteur au terme d'un délai de trente jours à compter de la première présentation du chèque dans le cas où celui-ci n'a pas été payé lors de sa seconde présentation ou si une provision n'a pas été constituée, dans ce même délai, pour en permettre le règlement ;
- automatiquement lorsque au-delà du délai précité de trente jours, une nouvelle présentation s'avère infructueuse.

La délivrance d'un certificat de non-paiement peut donner lieu à la perception de frais.

> Frais de rejet d'un chèque sans provision

Les frais de toute nature qu'occasionne le rejet d'un chèque sans provision sont, conformément à l'article L. 131-73 du Code monétaire et financier, à la charge du tireur. Ils sont précisés dans le « Guide des principaux produits, services et tarifs » des Professionnels et dans celui des Entrepreneurs.

Conformément à l'article D.131-25 du Code monétaire et financier, lorsque le montant du chèque rejeté est inférieur ou égal à 50 €, l'ensemble des

frais perçus au titre de ce rejet par la Banque n'excéderont pas 30 €, lorsque le montant du chèque est supérieur à 50 €, ils n'excéderont pas 50 €. Ce plafonnement des frais concerne notamment la facturation de l'envoi d'une lettre d'injonction ou d'une commission d'incident ou du rejet d'un chèque. Cette règle s'applique quelles que soient la dénomination et la justification des frais facturés par l'établissement concerné à l'occasion du rejet d'un chèque.

5.7. Les oppositions sur chèques

Le Client est responsable de la conservation de ses formules de chèques.

En cas de perte ou de vol, le Client doit faire opposition par tous moyens, le plus rapidement possible, auprès de son agence ou en cas d'impossibilité, auprès de toute autre agence de la Banque en indiquant impérativement le motif de l'opposition et, si possible, le ou les numéros des formules de chèques en cause. Le Client peut, par ailleurs, s'il y a accès, utiliser les services de banque à distance.

En France (et pour les chèques payables en France), il n'est admis légalement d'opposition qu'en cas de perte, de vol ou d'utilisation frauduleuse du chèque, de procédure de sauvegarde, de redressement ou liquidation judiciaires du porteur (cf. article L. 131-35 du Code monétaire et financier). Toute opposition pour d'autres motifs rend son auteur passible des sanctions pénales prévues à l'article L. 163-2 du Code monétaire et financier (un emprisonnement de cinq ans et une amende de 375 000 €) et, le cas échéant à l'article L. 163-6 du même Code (interdiction judiciaire d'émettre des chèques pour une durée de cinq ans, interdiction, pour la même durée, des droits civiques, civils et de famille, interdiction d'exercer une activité professionnelle ou sociale).

Toute opposition verbale doit immédiatement être confirmée par un écrit rappelant le motif de l'opposition.

À défaut d'être en possession, lors de la présentation du chèque au paiement, d'un écrit indiquant un motif légal d'opposition, la Banque, le cas échéant, soit paiera le chèque, soit le rejettera pour défaut de provision (cf. paragraphe 5.6 « La législation des chèques sans provision »).

La provision du chèque étant transférée au porteur, dès l'émission, la Banque peut être tenue d'immobiliser la provision du chèque faisant l'objet d'une opposition en faveur du porteur légitime.

Conformément à la jurisprudence constante, la Banque peut être tenue de bloquer la provision jusqu'à l'expiration du délai de prescription du chèque ou, si elle a été mise en cause dans l'instance engagée, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la validité de l'opposition.

Toute opposition au chèque donne lieu à tarification figurant dans le « Guide des principaux produits, services et tarifs » des Professionnels et dans celui des Entrepreneurs.

6. Les effets de commerce

6.1. L'encaissement des effets de commerce domiciliés

La Banque encaisse, pour le compte du Client, les effets de commerce suivants :

- lettres de change relevées (LCR), payables en France, libellées en euros, émises par le Client et tirées sur son (ses) débiteur(s) ;
- les billets à ordre relevés (BOR) payables en France, libellés en euros, souscrits par le (les) débiteur(s) du Client à son profit ; transmis sous forme papier ou via les services télématiques.

À compter de la date de ces remises, un délai minimum de sept jours ouvrés (en France) est nécessaire à la Banque pour présenter au paiement les LCR ou BOR, traités dans le cadre de la procédure automatisée en cas de remises sous forme papier. Ce délai minimum est de six jours ouvrés en France en cas de remises via les services télématiques.

La législation française et les règles de droit international privé auront vocation à s'appliquer à tout effet de commerce émis sur un compte bancaire en France, en tant notamment que loi du lieu du paiement. Il appartient au Client (et à ses représentants ou mandataires) de s'assurer, en tant que de besoin lors de l'utilisation de tout effet de commerce à l'international, de la teneur et de l'impact des législations étrangères impliquées (loi du lieu de création ou souscription...).

En conséquence, le Client sera considéré comme ayant effectué toutes vérifications utiles à ce sujet lors de chaque remise faite à la Banque, qui n'encourra aucune obligation à l'égard du Client de ce chef.

La Banque peut également assurer l'encaissement d'effets de commerce payables à l'étranger et/ou en devises selon des conditions et des modalités qui peuvent varier en fonction du pays concerné et/ou de la devise considérée. Toutes informations complémentaires utiles à ce sujet pourront être données au Client par son agence BNP Paribas.

Sauf accord particulier préalable de BNP Paribas pour une prise à l'escompte, le montant des remises d'effets de commerce n'est porté au crédit du compte du Client, qu'après encaissement et vérification, s'il y a, du bordereau de remise.

La Banque peut néanmoins refuser tout ou partie des remises d'effets de commerce ou de ne procéder au crédit du compte du Client qu'après encaissement, au vu de la qualité et des caractéristiques des effets de commerce qui lui sont présentés par (ou au nom) du Client.

Le Client déclare et reconnaît spécifiquement pour les effets de commerce payables hors de France que la législation ou réglementation nationale et internationale ainsi que les usages bancaires du pays où ces effets sont payables, auront également vocation à s'appliquer. Il appartient au Client d'effectuer toutes diligences et vérifications utiles à ce sujet.

Sans préjudice de ses droits dans tous les autres cas, BNP Paribas pourra procéder, à tout moment, après crédit en compte du Client (même effectué sur une base d'encaissement pur), à des écritures de contre-passation (ou débit) sur le compte du Client, à réception de tout impayé ou en cas de contestation (même a posteriori) concernant des effets tirés sur des établissements sis à l'étranger, quelle que soit la date ou le motif de l'impayé ou de la contestation.

Pour les effets libellés dans une monnaie autre que l'euro, les règles d'imputation et de Cours de Change mentionnées au paragraphe 11 ci-après trouveront également à s'appliquer. À ce titre, les opérations de crédits et débits dès lors qu'elles sont comptabilisées sur un compte euro du Client se feront en fonction du Cours de Change constaté respectivement lors de chacune de ces opérations, le Client supportant les fluctuations de Cours de Change en découlant.

6.2. L'encaissement des effets de commerce escomptés par la Banque

Lorsqu'un effet revient impayé, la Banque peut :

- soit en débiter le montant sur le compte, majoré des frais et charges applicables.
- en cas d'impayés, la Banque est formellement dispensée de toutes formalités et il appartiendra au Client de prendre, sur son initiative, les mesures qu'il jugera nécessaires à la préservation de ses recours à l'égard des divers débiteurs cambiaires, voire de l'établissement du tiré ;
- soit l'inscrire au débit d'un compte spécial pour préserver ses recours tant vis-à-vis du remettant que du débiteur dans le cas d'effets « papiers ».

6.3. Le paiement des effets de commerce

Le montant des effets de commerce domiciliés sur les caisses de la Banque n'est inscrit au débit du compte qu'après réception de la part du Client d'un ordre formel en ce sens et dans la limite de la provision disponible.

Avant leur date de règlement, la Banque communique au Client un relevé détaillant les effets présentés au paiement et précisant les principales caractéristiques de ces derniers.

Le Client doit retourner ses instructions de payer ou de ne pas payer, au plus tard à la date de règlement.

En cas de refus de paiement de la part du Client d'un ou de plusieurs effets, la Banque lui communique un relevé modificatif à titre d'accusé de réception.

Afin de simplifier cette procédure et pour que le Client n'ait pas à retourner systématiquement à la Banque les relevés d'effets revêtus de ses instructions, celui-ci peut utiliser la procédure de « Paiement Sauf Désaccord des effets de commerce ».

Au titre de ce procédé, qui doit faire l'objet d'une convention, le Client autorise la Banque à payer, sauf désaccord exprès de sa part, soit l'ensemble des effets de commerce, soit les seuls effets acceptés, soit les seuls billets à ordre.

Le Client peut résilier, à tout moment, la convention de « Paiement Sauf Désaccord » selon les modalités prévues dans cette dernière.

Pour les effets libellés dans une monnaie autre que l'euro, les règles d'imputation et de Cours de Change mentionnées au paragraphe 11 ci-après trouveront également à s'appliquer.

7. Les autres Instruments de paiement que le chèque et l'effet de commerce et leur utilisation dans le cadre d'un Service de paiement

La Banque peut, après les vérifications auxquelles elle est tenue, mettre à la disposition du Client sous réserve de son éligibilité les Instruments de paiement suivants :

- cartes de paiement et de retrait ;
- virements ;
- prélèvements...

7.1. Les cartes

7.1.1. Les modalités d'obtention

L'ouverture d'un compte courant en euro à la Banque permet au Client, ainsi qu'à ses mandataires dûment habilités à cet effet, d'obtenir, sous réserve d'acceptation de la Banque, une (des) carte(s) de paiement et de retrait.

Cette (ces) carte(s) permettra (permettront) aussi les dépôts dans les automates de la Banque.

Cette (ces) carte(s) fait (font) l'objet d'un contrat conclu par ailleurs et d'une tarification spécifique (cf. « Guide des principaux produits, services et tarifs » des Professionnels et celui des Entrepreneurs). Le porteur de la carte et le titulaire du compte sont solidairement responsables des conséquences financières résultant de l'utilisation de la carte.

7.1.2. La délivrance ou le renouvellement de la carte

La carte ne sera opérationnelle pour les paiements qu'après un premier retrait effectué dans un distributeur automatique.

Selon sa nature, ses modalités de souscription et de renouvellement, la carte peut être envoyée au Client ou mise à sa disposition en agence :

> Envoi au Client

La Banque adresse au Client par courrier la carte demandée. Le Client est également informé des montants d'autorisation de retraits d'espèces et de paiement pouvant être effectués respectivement par période de sept jours glissants et de trente jours glissants.

Toutefois, la carte ne sera opérationnelle qu'après un premier retrait effectué dans un distributeur automatique.

> Mise à disposition en agence

Le Client est informé par écrit (avis de mise à disposition) qu'il peut venir retirer sa carte dans son agence.

Cet écrit, dans lequel est joint le coupon de retrait, précise en outre au Client les montants d'autorisation de retraits d'espèces et de paiement pouvant être effectués respectivement par période de sept jours glissants et de trente jours glissants.

> Modalités de renouvellement

D'une manière générale, le titulaire est informé, deux mois avant la date d'échéance de validité de sa carte, des modalités de retrait de sa nouvelle carte. Celle-ci lui sera adressée directement sauf s'il demande à l'aide du coupon réponse mis à disposition, le changement de lieu de réception de la nouvelle carte ou s'il refuse son renouvellement.

Toute opposition sur carte donne lieu à tarification figurant dans le « Guide des principaux produits, services et tarifs » des Professionnels et dans celui des Entrepreneurs.

7.1.3. Le règlement des paiements effectués par carte bancaire

Les factures présentées par les commerçants et Prestataires de Services du Client sont débitées du compte en euro concerné, selon les dispositions prévues dans les Conditions Générales de fonctionnement de la carte et la présente Convention.

7.1.4. Les remises de factures « Cartes Bancaires »

L'adhésion au système de paiement par carte bancaire fait l'objet d'un contrat d'acceptation spécifiant les Conditions Générales et Particulières appliquées à ces remises.

Les règlements par carte sont garantis au Client dans la mesure où toutes les règles de sécurité détaillées dans le contrat d'adhésion – en particulier, la saisie par le porteur de son code confidentiel – ont été respectées.

Les remises se font par l'intermédiaire d'un terminal de paiement électronique agréé, qui transfère régulièrement les factures au centre de traitement de la Banque.

Cette dernière inscrit, au crédit du compte en euro, les montants de remises, nets des commissions perçues ou bruts avec par ailleurs une perception au débit des commissions.

7.2. Les virements

- Le virement est une opération de paiement qui, sur instruction du payeur, permet de débiter son compte pour créditer le compte d'un bénéficiaire.
- Le virement émis est l'opération par laquelle le Client donne l'ordre à la banque de transférer une somme d'argent de son compte vers un autre de ses comptes ou vers le compte d'un tiers.
- Le virement reçu est l'opération par laquelle la Banque crédite le compte du Client d'une somme d'argent émanant d'un ordre de virement donné par un tiers à son profit ou le Client lui-même à son profit.

7.2.1. Le virement SEPA

Le virement SEPA est le virement exécuté en euros dans la zone SEPA. Sont des virements SEPA soumis aux dispositions du présent article :

- Le Virement SEPA Standard
- Le Virement SEPA Instantané

7.2.1.1. Le virement SEPA standard émis

a) *Forme du virement SEPA Standard émis*

Le virement peut être :

- occasionnel pour une opération ponctuelle. Le virement pourra être exécuté immédiatement ou de façon différée à la date indiquée par le Client (jusqu'à deux mois maximum) ;
- permanent, pour des virements automatiques et réguliers. Le Client en détermine la durée, la périodicité et le montant.

b) *Remise de l'ordre de virement SEPA Standard émis*

L'ordre de virement peut être donné en agence. Il peut également être principalement transmis par téléphone (par le biais du Centre de Relations Professionnels et Entrepreneurs) et par tout autre canal de télétransmission (exemple : par Internet) selon les modalités prévues dans des conventions séparées.

Afin que la Banque puisse exécuter l'ordre de virement, le Client devra lui fournir les renseignements suivants :

- concernant le compte à partir duquel le Client souhaite émettre un virement : son BIC (Business Identifier Code) et son IBAN (International Bank Account Number), le montant du virement ainsi que sa date d'exécution en cas de virement différé ;
- concernant le compte bénéficiaire du virement : le nom du bénéficiaire ainsi que son BIC et son IBAN.

c) *Heure limite de réception de l'ordre de virement SEPA Standard émis*

Quel que soit le canal utilisé par le Client pour donner son ordre de virement (agence, Internet...), le Client sera informé de l'heure limite de réception au-delà de laquelle son ordre est réputé être reçu par la Banque le jour ouvrable suivant.

d) *Consentement du Client à l'exécution de l'ordre de virement SEPA Standard émis*

Lorsque l'ordre de virement est donné en agence, le consentement du Client résulte de la signature de l'ordre de virement.

Dans les autres cas, les modalités du consentement du Client sont définies dans des conventions séparées.

e) *Retrait par le Client de son consentement à l'exécution de l'ordre de virement SEPA Standard émis.*

L'ordre de virement est en principe irrévocable dès sa réception par la Banque.

Toutefois, le Client peut retirer son consentement à l'exécution du virement (en cas de virement unitaire à exécution différée ou de virement permanent) ou de la série de virements (virement permanent), au plus tard à la fin du jour ouvrable précédant la date à laquelle le virement aurait dû être exécuté.

f) *Délai d'exécution du virement SEPA Standard émis*

La Banque exécute l'ordre de virement en euros au plus tard à la fin du premier jour ouvrable suivant le moment de réception de l'ordre.

Lorsque l'ordre de virement a été ordonné sur support papier, ce délai sera prolongé d'un jour ouvrable supplémentaire

g) *Refus par la Banque d'exécuter l'ordre de virement SEPA Standard émis*

La Banque notifie par tout moyen au Client, et au plus tard dans le délai d'exécution prévu au paragraphe ci-dessus, son impossibilité d'effectuer le virement et communique, dans la mesure du possible, le motif du refus. La Banque perçoit des frais pour incident de paiement indiqués dans le « Guide des principaux produits, services et tarifs » des Professionnels et dans celui des Entrepreneurs.

h) *Délai de contestation d'un virement SEPA Standard émis*

Le Client signale à la Banque, sans tarder et au plus tard dans les deux mois qui suivent la date de débit de l'opération, un virement qu'il n'aurait pas autorisé ou qui aurait été mal exécuté par la Banque.

- Les modalités de contestations des Virements SEPA émis sont définies à l'article 7.2.3 du présent chapitre.

7.2.1.2. Le virement SEPA standard reçu

La Banque crédite le compte du Client immédiatement après avoir reçu les fonds du Prestataire de Services de Paiement, à moins d'une interdiction en vertu d'une disposition nationale ou européenne ou de toute circonstance nécessitant une intervention spécifique de la Banque.

7.2.1.3. Virement SEPA Instantané

- Le Virement SEPA Instantané est un virement SEPA occasionnel qui permet d'effectuer un transfert de fonds en moins de 10 secondes entre deux comptes de paiement tenus par des prestataires de service de paiement situés dans le même pays ou dans deux pays de l'espace SEPA, sous réserve que les deux Prestataires de Service de Paiement aient activé ce service à leurs clients.
- Conformément à la réglementation, le délai d'exécution peut aller jusqu'à 20 secondes au maximum en cas de difficultés exceptionnelles.
- Ces virements sont limités à un montant maximum communiqué par la Banque.
- Le Virement SEPA Instantané est disponible sans interruption 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et tous les jours de l'année.

- Les dispositions prévues au paragraphe 7.2.1.1, b), d), g) et h) et 7.4 du présent chapitre s'appliquent également au Virement SEPA Instantané.
- En cas de réception d'un virement SEPA instantané, la somme correspondante à cette opération est immédiatement disponible sur le compte du Client, sous réserve que le solde de celui-ci soit créditeur.

7.2.2. Les virements internationaux

- Les virements internationaux sont :
 - les Virements occasionnels exécutés dans la zone SEPA, dans une devise autre que l'euro ; et
 - les Virements occasionnels exécutés hors de la zone SEPA,
- Lorsque le Prestataire de Services de Paiement de l'émetteur ou du bénéficiaire est situé hors de la zone SEPA, les dispositions prévues au paragraphe 7.2.1.1, b), c), d) et g) et 7.2.3 du présent chapitre s'appliquent également au présent paragraphe.

a) Délais d'exécution du virement International émis

Pour tout virement international émis, le délai d'exécution est de 2 jours ouvrables à compter de la conversion

b) Virements internationaux reçus

- Pour un virement reçu dans une devise d'un pays de l'EEE, la Banque crédite le compte immédiatement y compris en cas de la conversion.
- Pour tout virement reçu dans une devise ne relevant pas de l'une de celles d'un pays de l'EEE, la Banque crédite le compte du Client immédiatement après la conversion.

7.2.3 Modalités de contestation des virements et remboursements

a) En cas de paiement non autorisé

- Lorsque l'opération de paiement n'a pas été autorisée :
 - le Client est remboursé immédiatement et, au plus tard, le premier jour ouvrable suivant la réception de la contestation de cette opération, du montant de celui-ci.
 - toutefois, conformément aux dispositions légales, la Banque ne procédera pas au remboursement dans le délai susvisé s'il a de bonnes raisons de soupçonner une fraude de la part du Client. Dans ce cas, la Banque en informe la Banque de France.

Dans le cas d'une opération non autorisée, la Banque pourra contre-passer le montant du remboursement effectué à tort, en informant le Client, dans l'hypothèse où elle serait à même, soit d'établir que l'opération en cause a bien été autorisée ou soit de fournir les éléments prouvant la fraude ou la négligence grave commise par le Client.

b) En cas de paiement mal exécuté, non exécuté ou exécuté tardivement.

- Lorsque l'opération de paiement a été mal exécutée, non exécutée ou tardivement exécutée :
 - le Client est remboursé, si besoin et sans tarder, du montant de celle-ci.
 - le compte débité est rétabli dans l'état où il se serait trouvé si le débit des montants contestés n'avait pas eu lieu, et à bonne date de valeur.
- Lorsque la Banque a remboursé son Client sans avoir eu le temps matériel de vérifier le bien-fondé de la contestation, la Banque se réserve le droit de procéder à toute correction si elle est en mesure de prouver que l'opération a été bien autorisée par le Client et/ou correctement exécutée.
- Par ailleurs, conformément à la réglementation, en cas d'opération mal exécutée, non exécutée ou tardivement exécutée, la banque du bénéficiaire de cette opération a l'obligation de communiquer la banque du payeur, qui s'efforce de récupérer les fonds, toutes les informations utiles à cet effet concernant l'opération de paiement.

Si la banque du payeur ne parvient pas à récupérer les fonds engagés dans l'opération de paiement, celle-ci met à disposition du payeur, à sa demande, les informations qu'il détient pouvant documenter le recours en justice du payeur en vue de récupérer les fonds.

7.3. Les prélèvements

7.3.1. Définition générale

Le prélèvement SEPA et le prélèvement SEPA interentreprises sont des prélèvements libellés en euros entre un débiteur et un créancier titulaires de comptes auprès de Prestataires de Services de paiement situés dans la zone SEPA ⁽¹⁾. La liste des pays de la zone SEPA est disponible sur le site de l'European Payments Council (EPC).

Ces prélèvements permettent à un créancier d'être à l'initiative de la mise en recouvrement de ses créances et d'exécuter des opérations de débit ponctuelles ou récurrentes.

Le prélèvement SEPA interentreprises, réservé aux débiteurs agissant dans le cadre de leurs activités commerciales ou professionnelles, présente la caractéristique de ne pas comporter de droit à remboursement pour les opérations autorisées et correctement exécutées.

Le prélèvement SEPA ou SEPA interentreprises repose sur un double mandat donné sur un formulaire unique (formulaire spécifique pour le prélèvement SEPA interentreprises) par le débiteur à son créancier sur lequel d'une part il autorise son créancier à émettre des ordres de prélèvement SEPA ou SEPA interentreprises et d'autre part il autorise sa banque à débiter son compte du montant des ordres présentés. La signature par le Client de ce mandat et sa remise ou envoi à son créancier vaut ordre de paiement et caractérise son consentement au prélèvement SEPA ou SEPA interentreprises.

Le mandat est identifié par une référence unique de mandat (RUM) fournie par le créancier.

Le Client peut être soit créancier, soit débiteur selon que le prélèvement est émis ou reçu.

7.3.2 Le prélèvement émis (Client créancier)

Le Client qui souhaite émettre des prélèvements SEPA ou SEPA interentreprises comme mode de recouvrement de ses créances doit se rapprocher de la Banque afin de mettre en place ces services et obtenir un identifiant créancier SEPA (ICS), sauf s'il dispose déjà d'un tel identifiant.

L'émission de prélèvements SEPA ou SEPA interentreprises nécessite l'accord préalable de la Banque.

L'émission de prélèvements SEPA interentreprises fera l'objet d'une convention séparée avec la Banque et précisant notamment les règles de fonctionnement et les obligations incombant au Client et à la Banque dans le cadre de ce service de prélèvement.

Lorsque le Client émet, en accord avec la Banque, des prélèvements SEPA, il lui appartient de se conformer aux règles de fonctionnement rappelées ci-dessous. En cas de non-respect de ces règles, la Banque pourra refuser au Client le bénéfice de cette modalité de recouvrement de ses créances et, en cas d'incidents graves ou répétés, faire procéder au retrait de l'ICS.

- Au titre des règles relatives à l'établissement du mandat, le Client doit :
 - doter chaque mandat d'une référence unique – RUM – attribuée selon les règles de son choix ;
 - reproduire sur son formulaire les données et les mentions obligatoires du mandat établies par l'EPC. Il est rappelé au Client qu'il ne peut mentionner sur ledit formulaire d'informations erronées, notamment l'impossibilité pour le débiteur de révoquer le mandat de prélèvement, ni prendre des engagements pour le compte de la Banque ou celui du débiteur, sauf accord de ce dernier ;
 - faire compléter et/ou vérifier et signer le mandat de prélèvement SEPA par le débiteur ;
 - indiquer dans le mandat son nom ou sa dénomination commerciale qui devra également apparaître dans les ordres de prélèvement SEPA et figurer dans l'information restituée au débiteur.
 - Lorsque le débiteur a révoqué le mandat qu'il a délivré au Client, celui-ci doit :
 - cesser d'émettre tout prélèvement SEPA ;
 - conserver le mandat durant un délai de treize mois après le débit du compte du débiteur auquel s'ajoute un délai de trente jours calendaires pendant lequel le Prestataire de Services de paiement du débiteur recherche la preuve du consentement.
- Le Client doit préalablement à l'émission de prélèvements SEPA :
 - s'assurer, avant toute constitution de fichiers d'ordres de prélèvements SEPA destinés à la Banque, de la cohérence du format des IBAN qui lui sont fournis, notamment en vérifiant la clé de contrôle ;
 - être titulaire d'un ICS ;
 - avoir reçu du débiteur un mandat signé l'autorisant à en émettre au débit de son compte bancaire et après lui avoir communiqué la RUM correspondant à ce mandat ;
 - indiquer dans son ordre de prélèvement SEPA, l'IBAN-BIC qui lui a été fourni par chacun de ses débiteurs.
- Dans le cadre de ses relations avec ses débiteurs, le Client doit :
 - leur notifier tout prélèvement SEPA au moins quatorze jours calendaires (sauf accord sur un délai différent) avant sa date d'échéance et par tout moyen : facture, avis, échéancier... ;
 - mettre à leur disposition les coordonnées (point de contact) permettant à ceux qui le souhaitent de modifier ou de révoquer un mandat de prélèvement SEPA existant ;
 - mettre à leur disposition les coordonnées (point de contact) permettant à ceux qui le souhaitent de faire une réclamation ;
 - conserver le mandat sous forme papier ou électronique selon la durée de vie du mandat et les règles d'archivage en vigueur dans le pays du Client ;
 - traiter tout différend directement avec le débiteur ;
 - surseoir à la transmission de l'ordre de prélèvement SEPA sur demande du débiteur ou émettre une instruction en vue du rappel ou de l'annulation de l'ordre de prélèvement initial ;

(1) Zone regroupant les pays de l'Espace économique européen, la Suisse et Monaco (la liste des pays de l'espace SEPA est disponible sur le site de l'European Payments Council).

- lorsqu'un mandat n'a pas fait l'objet d'ordre de prélèvement SEPA depuis plus de trente-six mois, il est considéré comme révoqué et le Client doit demander un nouveau mandat à son débiteur s'il souhaite émettre un prélèvement SEPA.

- Dans ses relations avec la Banque, le Client doit :
 - respecter les délais de remise convenus avec la Banque afin qu'elle puisse prendre en charge les opérations et les acheminer à bonne date;
 - mettre le mandat ou toute preuve d'existence du mandat à disposition de la Banque si celle-ci le lui demande.

Par ailleurs, le Client s'engage à :

- n'émettre qu'un seul prélèvement SEPA en cas de mandat ponctuel-insérer dans les ordres de prélèvements SEPA toute modification des données du mandat, reçue du débiteur ou provenant de son fait, par exemple une évolution de sa dénomination sociale, de son nom ou de sa dénomination commerciale ; dans ce cas, le Client devra impérativement contacter la Banque pour examiner avec elle les conséquences de ce changement ;
- ne pas remettre à la Banque d'ordres de prélèvement SEPA tant que les obligations lui incombant dans ses rapports avec ses débiteurs ne sont pas satisfaites ;
- respecter les délais de présentation du prélèvement SEPA en fonction du type d'opération ;
- accepter les rejets de prélèvements SEPA présentés à la Banque par
- le Prestataire de Services de paiement du débiteur avant le règlement ;
- accepter (i) les retours de prélèvements SEPA présentés à la Banque par le Prestataire de Services de paiement du débiteur dans un délai de cinq jours ouvrables après leur règlement et (ii) leur contre-passation sur son compte ;
- accepter pour les prélèvements SEPA les retours présentés à la Banque par la banque du débiteur sur demande de remboursement du débiteur durant un délai de huit semaines (+ deux jours ouvrables) après la date de débit et leur contre-passation sur son compte ;
- accepter tout retour de prélèvements SEPA, au-delà du délai de huit semaines et durant un délai de treize mois après le débit du compte du débiteur (+ trente jours calendaires de traitement), au motif « opération non autorisée » sous réserve d'application de la procédure de recherche de preuve de consentement ;
- à communiquer à la Banque, en tant que de besoin, à sa demande, les autres ICS dont il serait titulaire.

7.3.3. Le prélèvement débité (Client débiteur)

Le prélèvement est l'opération qui permet à la Banque, conformément à l'autorisation de prélèvement donnée par le Client, de payer un créancier (par exemple, un fournisseur de courant électrique, le Trésor public, etc.) en débitant le compte du montant des sommes dont il est redevable.

Consentement du Client à l'exécution des prélèvements

Après avoir complété daté et signé le formulaire de mandat de prélèvement SEPA (contenant ses coordonnées bancaires BIC et IBAN), le Client le retourne ou le remet au créancier.

La signature par le Client de ce mandat vaut ordre de paiement et, dans le cadre du prélèvement SEPA interentreprises, renonciation expresse de sa part au droit à remboursement des opérations autorisées et correctement exécutées. Elle caractérise son consentement aux prélèvements SEPA ou SEPA interentreprises émis au titre de ce mandat.

En cas de changement de ses coordonnées bancaires (ex.: changement de banque), le Client s'engage à les fournir au créancier. Le Client n'est pas tenu de signer de nouveau mandat. Le mandat existant reste valide.

En cas de paiements récurrents, ce mandat unique vaut consentement à l'exécution des prélèvements ultérieurement présentés par le créancier.

Le Client a également la possibilité de donner à la Banque instruction :

- de limiter le paiement des prélèvements à un certain montant, ou une certaine périodicité ou les deux ;
- de bloquer tout prélèvement sur son compte ;
- de bloquer tout prélèvement initié par un ou plusieurs bénéficiaires désignés ;
- d'autoriser seulement les prélèvements initiés par un ou plusieurs bénéficiaires désignés.

Préalablement à l'exécution du/des prélèvement(s), le créancier est tenu d'informer le Client, par le biais d'une notification préalable (ex. : facture, avis, échéancier, etc.) au moins quatorze jours calendaires avant la date d'échéance du prélèvement. Le Client en vérifie la conformité au regard de l'accord qu'il avait conclu avec son créancier.

La Banque n'a pas d'obligation de contrôle des données du mandat contenues dans l'ordre de prélèvement SEPA. Dans le cas du prélèvement

SEPA interentreprises, la Banque contrôle, avant tout paiement, la cohérence des données du mandat initial ou amendé et les instructions du Client, avec les données de l'opération reçues du Prestataire de Services de paiement du créancier. A cette fin, le Client ayant signé un mandat de prélèvement SEPA interentreprises doit immédiatement informer la Banque des données du mandat ainsi que de toute modification ou révocation de celui-ci. La Banque rejette le prélèvement SEPA interentreprises si elle ne dispose pas des données du mandat, ou si les contrôles opérés ne concordent pas avec les données du mandat communiquées par le Client.

Retrait par le Client de son consentement à l'exécution d'un prélèvement

En cas de désaccord concernant un prélèvement, constaté par exemple à la réception du document susvisé (facture, avis, échéancier, etc.), le Client doit intervenir immédiatement auprès du créancier afin que celui-ci sursoie à l'exécution du prélèvement.

Pour le cas où sa demande ne serait pas prise en compte, le Client a également la possibilité de révoquer son Ordre de paiement en notifiant par écrit à la Banque son opposition au(x) prélèvement(s) concerné(s), au plus tard à la fin du jour ouvrable précédent le jour convenu pour le débit des fonds.

Si le Client souhaite mettre fin à l'émission de prélèvements par le créancier, il doit lui notifier la révocation de son mandat de prélèvement. Il est vivement recommandé au Client d'en informer également sa Banque.

Refus par la Banque d'exécuter l'ordre de prélèvement :

Lorsque la Banque ne peut effectuer un prélèvement pour défaut ou insuffisance de provision, elle le notifie au Client par tout moyen. La Banque perçoit des frais pour incident de paiement indiqués dans le « Guide des principaux produits, services et tarifs » des Professionnels et dans celui des Entrepreneurs.

> Délai de contestation d'un prélèvement :

- Prélèvement non autorisé ou mal exécuté :

Le Client signale à la Banque, sans tarder et au plus tard dans les deux mois suivant la date de débit de l'opération, un prélèvement qu'il n'aurait pas autorisé ou qui aurait été mal exécuté par la Banque.

S'il s'avère que le prélèvement n'a pas été autorisé, le Client est remboursé immédiatement et, au plus tard, le premier jour ouvrable suivant la réception de la contestation de cette opération, du montant de celui-ci.

Toutefois, conformément aux dispositions légales, la Banque ne procédera pas au remboursement dans le délai susvisé si elle a de bonnes raisons de soupçonner une fraude de la part du Client. Dans ce cas, la Banque en informe la Banque de France.

Lorsque le prélèvement a été mal exécuté, le Client est remboursé, si besoin et sans tarder, du montant de celui-ci.

Dans les cas visés ci-dessus, le compte débité est rétabli dans l'état où il se serait trouvé si le débit des montants contestés n'avait pas eu lieu, et à bonne date de valeur.

- Prélèvement autorisé :

En cas de contestation d'un prélèvement SEPA autorisé (par exemple, à raison du montant), le Client peut en demander le remboursement avant l'écoulement d'une période de huit semaines à compter de la date à laquelle les fonds ont été débités. Le Client débiteur d'un prélèvement SEPA interentreprises renonce au droit à remboursement de ce type de prélèvement, dès lors qu'il a été autorisé par ses soins et a été correctement exécuté par la Banque.

Toute opposition sur prélèvement donne lieu à tarification figurant dans le « Guide des principaux produits, services et tarifs » des Professionnels et dans celui des Entrepreneurs.

7.3.4. Caducité du mandat de prélèvement SEPA ou SEPA interentreprises

Un mandat pour lequel aucun ordre de prélèvement SEPA ou SEPA interentreprises n'a été présenté pendant une période de trente-six mois devient caduc et ne doit plus être utilisé.

Ainsi, passé une période de trente-six mois sans émission d'un prélèvement SEPA ou SEPA interentreprises, le créancier doit obligatoirement faire signer au débiteur un nouveau mandat de prélèvement qui comportera une nouvelle RUM.

7.4. Contestation des opérations de paiement

Lorsque la Banque a remboursé son Client sans avoir eu le temps matériel de vérifier le bien-fondé de la contestation, la Banque se réserve le droit de procéder à toute correction si elle est en mesure de prouver que l'opération a été bien autorisée par le Client et/ou correctement exécutée.

Par ailleurs, conformément à la réglementation, en cas d'opération mal exécutée, non exécutée ou tardivement exécutée, le Prestataire de Services de Paiement du bénéficiaire de cette opération a l'obligation de communiquer au Prestataire de Services de Paiement du payeur, qui s'efforce de récupérer les fonds, toutes les informations utiles à cet effet. Si le Prestataire de

Services de Paiement du payeur ne parvient pas à récupérer les fonds engagés dans l'opération de paiement, il met à disposition du payeur, à sa demande, les informations qu'il détient pouvant documenter le recours en justice du payeur en vue de récupérer les fonds.

7.5 TIPSEPA

La signature, par le Client, du TIPSEPA adressé par son créancier, suivi du renvoi de ce document à l'adresse indiquée par le créancier, vaudra mandat du prélèvement et accord de paiement du client pour le montant indiqué par le TIPSEPA.

8. La facilité de caisse

Une facilité de caisse peut être accordée au Client par la Banque dès l'ouverture de son compte afin de lui permettre de faire face à ses besoins de trésorerie, dans la limite d'un montant convenu.

Le montant ainsi que les conditions et modalités d'utilisation de la facilité de caisse sont définies dans les Conditions Particulières de fonctionnement du compte ou par convention séparée.

Si le taux conventionnel de la facilité de caisse est un taux variable, indexé sur un indice de référence autre que le taux de base BNP Paribas, l'ensemble des dispositions du Titre VI-II-2 lui sont également applicables.

Le montant de la facilité de caisse est attaché au seul compte principal.

Toutefois, l'utilisation de cette facilité de caisse ne doit pas excéder une période de débit de quinze jours par mois ; au-delà le solde du compte doit redevenir créditeur.

Toute utilisation supérieure au montant de la facilité de caisse ne saurait valoir accord de la Banque d'augmenter le montant de celle-ci.

La Banque peut dénoncer, à tout moment, la facilité de caisse sans avoir à justifier sa décision.

Dans un tel cas, il sera mis un terme à la facilité de caisse à l'expiration d'un délai de préavis de soixante jours sauf comportement gravement préjudiciable ou situation irrémédiablement compromise qui légalement, permettent à la Banque de ne respecter aucun préavis.

En tout état de cause, en cas de résiliation de la facilité de caisse, les sommes restant dues à la Banque porteront intérêts au taux conventionnel jusqu'à leur remboursement intégral.

Si le Client estime que la facilité de caisse ne correspond pas à ses besoins, il est invité, sans tarder, à faire le point avec la Banque afin de trouver avec elle la solution adaptée à sa situation.

9. La procuration

Le Client peut associer un ou plusieurs tiers au fonctionnement de son compte courant en donnant une ou plusieurs procurations. Dans le cas d'un compte collectif ouvert entre personnes physiques, la procuration est donnée par tous les co-titulaires. Les opérations effectuées par le mandataire engagent ainsi la responsabilité du (des) clients(s) titulaire(s) du compte.

Ce ou ces tiers mandataires ne doivent pas être interdit(s) bancaire(s) ou judiciaire(s).

La procuration peut être, suivant le cas :

- générale : le bénéficiaire, appelé « mandataire », est autorisé à effectuer la totalité des opérations de Banque ;
- spéciale : seules les opérations énumérées dans la procuration sont autorisées.

Le mandataire doit déposer un spécimen de sa signature auprès de l'agence qui tient le compte courant après avoir justifié de son identité en présentant une pièce d'identité officielle en cours de validité comportant une photographie. Le cas échéant, la banque peut refuser d'agréer le mandataire désigné.

Dans le cas d'une personne morale la procuration est consentie au nom de la société sous la responsabilité de ses représentants légaux et reste valable jusqu'à réception par la Banque de la notification de sa révocation ou de sa modification.

Lorsque le mandat est passé hors de France, la Banque pourra solliciter, aux frais du Client et préalablement à la prise en compte effective du mandat en France, la réalisation de toutes formalités complémentaires, particulièrement lorsque le mandat n'est pas recueilli en présence et sous contrôle de la Banque ou de l'une quelconque des entités du groupe BNP Paribas.

Ces formalités peuvent notamment être des formalités d'authentification, de légalisation ou d'apostille ⁽¹⁾, réitération, certification notariée, d'obtention d'avis ou de documents juridiques, ou toutes autres formalités le cas échéant requises par la Banque en fonction des traités internationaux en vigueur en France ou des circonstances particulières de l'opération.

La procuration prend fin :

- à l'échéance convenue ;
- en cas de révocation du mandat notifiée par écrit à la banque par le titulaire ou l'un des co-titulaires du compte ;

- en cas de clôture du compte visé dans la procuration ;
- en cas de dissolution, cessation d'activité ou de liquidation du Client mandant. En cas d'ouverture d'une procédure collective autre que la liquidation judiciaire du Client mandant (ou toute autre procédure étrangère similaire), il n'est pas systématiquement mis fin à la procuration. Il y a lieu de consulter la législation ou réglementation impliquée et/ou le jugement du tribunal saisi de la demande d'ouverture de la procédure collective pour déterminer si les pouvoirs du mandant ont été maintenus ;
- en cas de renonciation à son mandat par le mandataire ou de décès de ce dernier (ou de celui du mandant).

En délivrant des procurations, le Client conserve l'entière responsabilité des opérations effectuées. La responsabilité du Client peut se trouver engagée si celui-ci omet de prévenir par écrit la Banque de la cessation ou de la modification des pouvoirs qu'il a précédemment donnés à un mandataire. Dès connaissance d'une cause de cessation du mandat, le Client s'engage sans délai à faire toute diligence pour obtenir la restitution des moyens de paiement détenus par le mandataire et prendre toute disposition utile pour interdire à ce dernier l'accès au compte par le moyen des canaux de banque à distance.

En aucun cas, la Banque ne sera tenue pour responsable des opérations passées par le mandataire en cas de survenance de l'une quelconque des causes de cessation du mandat tant que cette cause n'aura pas été portée à sa connaissance.

Lorsque le compte est transféré à la demande du Client dans une autre agence de la Banque, les procurations données à des tiers restent valables sauf dénonciation expresse de celles-ci par le Client.

10. L'indisponibilité des actifs par suite de saisie

En France, tous les fonds figurant sur le compte courant du Client sont susceptibles d'être bloqués à la requête de ses créanciers non payés, par voie de saisie-conservatoire ou de saisie-attribution, signifiée par huissier, ou par voie d'un avis à tiers détenteur ou pour d'autres motifs d'indisponibilité notamment liés aux embargos, au gel des avoirs.

- Tous les fonds figurant au crédit du compte sont susceptibles d'être bloqués à la requête des créanciers non payés, par voie de saisie conservatoire de créances, de saisie attribution, ou de saisie administrative à tiers détenteur. Ces mesures peuvent porter sur l'ensemble des actifs en espèces, disponibles ou non, détenus au nom du Client sur les livres de la Banque au jour de la saisie. Toute saisie donne lieu à des frais, dont le montant est précisé dans le « Guide des principaux produits, services et tarifs » des Professionnels et dans celui des Entrepreneurs en vigueur au jour de la saisie.
- La Banque laisse automatiquement à disposition du Client, personne physique, faisant l'objet d'une saisie conservatoire de créances, d'une saisie attribution ou d'une saisie administrative à tiers détenteur, une somme à caractère alimentaire d'un montant égal.

11. Les autres dispositions spécifiques aux opérations et comptes libellés dans une monnaie autre que l'euro

Les opérations (créditrices ou débitrices, en ce compris notamment le traitement des chèques ou effets de commerce) libellées en devise(s) seront, sauf instruction contraire expresse du Client, comptabilisées et affectées au compte du Client libellé dans la devise concernée.

À défaut d'un tel compte, ces opérations seront comptabilisées et affectées au compte du Client libellé en euro, après conversion sur la base du Cours de Change.

La Banque pourra en outre rejeter toute instruction ou opération libellée dans une monnaie non librement convertible et transférable, ou d'appliquer à ces opérations, qui seront alors créditées sur le compte du Client libellé en euro, des règles notamment de Cours de Change spécifiques en fonction de chaque opération concernée. Ces règles de cours spécifiques pourront être obtenues auprès du chargé d'affaires gérant le compte du Client.

Il est expressément convenu que le Client devra régler à la Banque toutes sommes dues par lui au titre de l'ouverture, du fonctionnement ou de la clôture d'un compte en devises dans la devise dans laquelle ce compte est libellé. Le Client et la Banque auront néanmoins la faculté de se libérer de leurs obligations en euro sur la base du Cours de Change.

12. Le transfert du compte

Le Client peut, sauf cas particulier (tels que notamment les mesures de blocage ou le gel des avoirs) demander à tout moment le transfert de son compte dans une autre agence de la Banque.

(1) La légalisation est une formalité administrative destinée à attester de l'exactitude de la signature apposée sur un acte et de la qualité de celui qui le délivre. L'apostille est une forme simplifiée de légalisation.

La demande peut être formulée soit auprès de l'agence qui tient le compte, soit auprès de la nouvelle agence.

La présente Convention continuera, dans ce cas, à produire tous ses effets.

Grâce aux Références Bancaires Permanentes (RIB Invariant), les coordonnées bancaires du Client demeurent identiques en cas de transfert de son compte dans une autre agence de la Banque : le Client n'a plus à adresser à ses créanciers ou débiteurs ses nouvelles coordonnées bancaires.

13. La clôture du compte

13.1. Le compte courant est ouvert pour une durée indéterminée. Il peut être clôturé à tout moment, à l'initiative du Client.

La Banque peut également clôturer le compte dans les conditions suivantes:

- de manière automatique en cas de décès, de dissolution ;
- la clôture peut, en outre, intervenir en cas de liquidation judiciaire ou de cession de l'entreprise dans le cadre de la loi de sauvegarde (ou de toutes autres procédures équivalentes ouvertes sur le fondement d'un droit étranger qui l'autorise) ;
- sans préavis en cas de comportement gravement répréhensible ou situation irrémédiablement compromise ;
- moyennant le respect d'un délai de préavis de trente jours dans les autres cas.

Ce délai court à compter de la date d'envoi d'une lettre par courrier recommandé avec avis de réception à l'adresse figurant sur les relevés de compte.

À la date de clôture du compte, la Banque assurera, pendant un nouveau délai de trente jours, un service de caisse consistant à régler des chèques ou TIPSEPA en circulation et domiciliation en cours sous la condition expresse de la constitution aux caisses de la Banque d'une provision préalable disponible et individualisée par opération.

La clôture du compte qui doit toujours s'accompagner de la restitution à la Banque des formules de chèques non utilisées et des cartes de paiement et de retrait en possession du Client (ou de ses représentants ou mandataires) entraîne selon le cas :

- l'arrêt définitif des opérations et rend exigible l'éventuel solde débiteur provisoire dès le jour de la clôture ;
- ou de plein droit la fusion des soldes des différents comptes qui y étaient soumis en un solde unique de compte courant et l'exigibilité de ce solde.

L'arrêt comptable du compte et le retrait du solde ne peuvent s'effectuer qu'après la liquidation des opérations en cours.

Au titre de cette liquidation, la Banque aura notamment la faculté de : contre-passer, après la clôture du compte, le montant des effets impayés ;

- de porter au débit du compte les sommes qu'elle serait amenée à payer postérieurement à la clôture en exécution d'engagements de garanties bancaires, d'aval ou autres, ou à raison de toutes les sommes que le Client pourrait être susceptible de devoir, postérieurement à la clôture du compte, en vertu d'engagements quelconques antérieurs à la clôture.

Si le solde du compte est débiteur, après la liquidation des opérations en cours, il sera productif d'intérêts calculés au dernier taux conventionnel appliqué au compte, majoré de trois points, et ce jusqu'au parfait paiement ; ces intérêts ainsi que le solde du compte seront exigibles de plein droit.

En outre, la Banque pourra également clôturer tout compte en devises, si la devise dans laquelle le compte est libellé devenait indisponible, intransférable et/ou inconvertible. Le solde pourra alors, sauf disposition contraire prévue par la législation ou réglementation applicable ou pratiques de marchés contraires, être converti en euro, sur la base du dernier Cours de Change, applicable entre le Client et la Banque, et connu de la Banque pour les monnaies considérées.

> Le sort des concours

Si des concours occasionnels ou exceptionnels sont consentis au Client, il pourra être mis fin à ceux-ci sans préavis.

Dans le cas où le Client bénéficie de concours à durée indéterminée autres qu'occasionnels, la Banque pourra y mettre fin, conformément à l'article L.313-12 du Code monétaire et financier, à l'expiration d'un délai de préavis de soixante jours, sauf comportement gravement répréhensible ou situation irrémédiablement compromise qui, légalement, permet à la Banque de ne pas appliquer de préavis.

13.2. Clôture de Compte Inactif au sens de l'article L.312-19 du Code Monétaire et financier

En cas d'inactivité de l'ensemble des comptes du Client au sens de la réglementation, les sommes déposées sur le(s)dit(s) compte(s) seront transférées à la Caisse des Dépôts et Consignations, conformément à la réglementation.

Ce transfert entraînera la clôture du(des) compte(s) concerné(s), sans application des stipulations prévues au paragraphe 13.1.

Les sommes ainsi déposées à la Caisse des Dépôts et Consignations qui ne seraient pas réclamées à cette dernière par le Client ou ses ayants-droits, seront acquises à l'État à l'issue des délais respectivement prévus par la réglementation.

TITRE IV – MOYENS DE COMMUNICATION ENTRE LA BANQUE ET LE CLIENT

Le courrier papier, l'accès au Centre de Relations Professionnels et Entrepreneurs et au site Internet mabanquepro.bnpparibas - rubrique contact, sont les moyens de communication utilisés dans le cadre des échanges entre le Client et la Banque.

Le Client a également la possibilité de souscrire par contrat séparé « L'Offre BNP Net Professionnels » ou, s'il y est éligible, « L'Offre BNP Net Evolution », selon les conditions d'éligibilité de chacune de ces offres, pour disposer d'un service de consultation de comptes bancaires et de passation d'ordre de bourse et d'opérations bancaires, accessible par Internet ou sur application mobile. Le Client accepte que les informations demandées en vue de la conclusion d'un contrat ou celles qui sont adressées au cours de son exécution peuvent être transmises par courrier électronique (email, SMS, etc.). Le cas échéant, il pourra notamment s'agir d'informations liées à la disponibilité d'une information ou d'un document dans l'espace personnel sécurisé accessible par Internet ou sur une application mobile.

Le Client et la Banque peuvent convenir d'autres moyens de communication et de transmission d'information dont les modalités et exigences techniques sont fixées par ailleurs (par exemple : protocole de type EBICS).

Le Client s'engage à informer la Banque de tout changement de ses coordonnées (adresse postale, email ou numéro de téléphone).

TITRE V – CENTRE DE RELATIONS PROFESSIONNELS ET ENTREPRENEURS

Le chargé d'affaires de l'agence du Client est son interlocuteur privilégié pour gérer son ou ses compte(s).

En complément, la Banque met à la disposition du Client une offre de services de banque en ligne via le « Centre de Relations Professionnels et Entrepreneurs », ci-après dénommée l'offre « Centre de Relations Professionnels et Entrepreneurs ». Le Client est libre d'utiliser ou non ce service qui lui est proposé.

CHAPITRE I - PRÉSENTATION DES SERVICES DU CENTRE DE RELATIONS PROFESSIONNELS ET ENTREPRENEURS

1. Objet et Services accessibles

Le Client peut accéder au Centre de Relations Professionnels et Entrepreneurs que la Banque met à sa disposition pour :

- consulter et gérer ses comptes ;
- faire opposition en cas de perte ou vol sur les cartes rattachées aux comptes inscrits ;
- faire opposition sur des chèques pour perte ou vol, ou sur des prélèvements ;
- commander des chéquiers ;
- effectuer des virements de compte à compte ou en faveur de tiers sous réserve de l'existence de la provision disponible (cf. Titre V-III-6) et dans la limite des plafonds fixés par la Banque ;
- obtenir des informations sur ses comptes, sur les produits et services de la Banque ;
- prendre rendez-vous avec son chargé d'affaires en agence. Le Client pourra en outre, s'il a signé la Convention de Compte d'Instruments Financiers :
 - consulter les comptes titres inclus dans l'offre (détail des dernières opérations effectuées, détail et valorisation des comptes titres, revenus provenant des différentes valeurs en portefeuille, cours de Bourse...)

Les informations communiquées au Client ne tiennent pas compte des opérations en cours de comptabilisation. La Banque recommande au Client de vérifier les relevés périodiquement.

En cas de contradiction entre les informations données à distance et celles du relevé, seules ces dernières prévalent.

2. Canal de communication

2.1. Le téléphone

Après composition du numéro d'appel qui lui est indiqué par la Banque dans la lettre d'accueil au Centre de Relations Professionnels et Entrepreneurs, le Client accède au service en ligne.

L'offre permet au Client d'accéder à un serveur interactif ainsi qu'à des Conseillers Banque en Ligne.

2.2. La disponibilité des services

Le Serveur Vocal Interactif est disponible 24h/24, 7jours/7 sous réserve d'opérations ponctuelles de maintenance technique et de mise à jour des bases informatiques.

L'entrée en relation avec un Conseiller Banque en Ligne est possible pendant les jours et heures d'ouverture du Centre de Relations Professionnels et Entrepreneurs, indiqués par le Serveur Vocal Interactif.

Dans l'hypothèse où le Centre de Relations Professionnels et Entrepreneurs se verrait dans l'impossibilité de répondre à la demande du Client, il peut orienter celui-ci vers un autre interlocuteur ou le service concerné au sein de la Banque.

CHAPITRE II - PRINCIPES DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE RELATIONS PROFESSIONNELS ET ENTREPRENEURS

1. Périmètre des comptes

Sauf avis contraire du Client, l'offre Centre de Relations Professionnels et Entrepreneurs concerne tous ses comptes professionnels ouverts en France Métropolitaine sur les livres de la Banque ainsi que ceux qu'il pourrait ouvrir postérieurement.

Le Client personne physique agissant dans le cadre de son activité professionnelle peut obtenir l'inscription de comptes ouverts à son nom à titre privé (par exemple: compte de dépôt, compte épargne). À la demande du Client, auprès du Centre de Relations Professionnels et Entrepreneurs, un ou plusieurs compte(s) peut(vent) être exclu(s) de l'offre Centre de Relations Professionnels et Entrepreneurs étant précisé qu'il n'est toutefois pas possible d'exclure un compte titres rattaché à un compte « courant » ou « de dépôt ».

2. Compte de Tiers

Le Client peut également obtenir l'inscription de comptes personnels ou professionnels ouverts au nom d'un ou plusieurs Tiers. Le Client ne pourra bénéficier de l'offre Centre de Relations Professionnels et Entrepreneurs sur l'ensemble des comptes du ou de Tiers qu'une fois reçu par la Banque le « Mandat d'Accès » dûment signé par le(s) titulaires(s) des comptes concernés.

Le Mandat d'Accès ainsi délivré permet au Client d'accéder aux comptes du Tiers via l'offre Centre de Relations Professionnels et Entrepreneurs et le cas échéant via l'offre BNP NET Professionnels ou BNP NET Evolution.

Par Tiers, il faut entendre:

- toute personne physique non partie à la convention, notamment un proche ou un membre de la famille du Client, si ce dernier est une personne physique;
- toute société contrôlée par le Client au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, si le Client est une personne morale;
- toute société sur laquelle le Client détient un pouvoir de contrôle effectif si le Client est une personne physique.

Le Mandat d'Accès précise le(s) compte(s) que le Client est autorisé à inscrire sur son service de l'offre Centre de Relations Professionnels et Entrepreneurs. Il détermine également l'étendue des droits du Client quant à ce(s) compte(s).

Dans la limite des droits qui lui sont conférés, le Client est seul autorisé à accéder au(x) compte(s) du Tiers dans le cadre de l'offre et de ses services. L'accès au(x) compte(s) se fait alors avec les codes de reconnaissance personnels du Client.

Les conditions et modalités de l'offre Centre de Relations Professionnels et Entrepreneurs seront remises par la Banque sur simple demande du (des) Tiers concerné(s).

Conformément aux règles du mandat, toute opération effectuée ou réputée telle par le Client engage le Tiers, comme si elle avait été exécutée par le Tiers lui-même.

Toute modification des droits du Client par le Tiers donnera lieu à l'établissement d'un nouveau Mandat d'Accès dans les conditions prévues au présent article.

Le Mandat d'Accès prend fin:

- en cas de révocation du Client par le Tiers, étant précisé qu'il appartient dans ce cas au Tiers d'informer le Client de la révocation de son Mandat d'Accès;
- en cas de renonciation à son Mandat d'Accès par le Client ou de décès du Client;

- par le jugement de mise sous tutelle du Tiers personne physique ou du Client;
- en cas de dissolution, cessation d'activité ou de liquidation du Tiers. En cas d'ouverture d'une procédure collective autre que la liquidation judiciaire à l'encontre du Tiers, la fin du Mandat d'Accès n'est pas systématique. Il convient de se référer impérativement au jugement d'ouverture de la procédure collective pour déterminer si les pouvoirs du Tiers sont maintenus;

En cas de survenance de l'un des événements ci-dessus, la Banque doit être informée par tous moyens. Cette déclaration devra dans tous les cas être confirmée à la Banque par lettre recommandée avec avis de réception adressée à l'agence du Client, dans un délai maximal de deux jours de telle sorte que l'accès au(x) compte(s) du Tiers soit bloqué par la Banque.

Le Mandat d'Accès prend fin tant pour la présente offre que pour l'offre BNP Net Professionnels.

3. Mandataires

Le Client peut donner pouvoir à un (ou plusieurs) mandataires de son choix pour bénéficier de tout ou partie des services accessibles de l'offre sur tout ou partie de ses comptes professionnels et, le cas échéant, de ses comptes personnels (s'agissant d'un Client personne physique) inscrits. La désignation d'une personne en qualité de mandataire est réalisée via la signature d'un mandat écrit spécifique (ci-après le « Mandat Télématique ») dans le cadre de l'utilisation de l'offre Centre de Relations Professionnels et Entrepreneurs et de ses services.

En cas de pluralité de mandataires, il appartient au Client d'informer chaque mandataire de l'existence des autres.

Le Client désigne le(s) mandataire(s) de son choix via le(s) formulaire(s) de Mandat Télématique qui lui sont mis à disposition par la Banque.

Le Mandat Télématique doit être daté et signé par le Client et le mandataire.

Tout mandataire désigné dans les conditions prévues au présent article pourra accéder à la fois aux services de l'offre Centre de Relations Professionnels et Entrepreneurs et le cas échéant à ceux proposés dans le cadre de l'offre BNP NET Professionnels ou BNP NET Evolution. Il est précisé que le mandataire:

- doit justifier de son identité par une pièce d'identité officielle avec photographie;
- ne doit pas être interdit bancaire ou judiciaire.

Le cas échéant, la Banque se réserve le droit d'agréer le mandataire.

Chaque Mandat Télématique détermine l'étendue des droits du mandataire désigné.

Les règles d'identification et de confidentialité prévues au Titre V-III et Titre V-IV s'appliquent au mandataire. Conformément aux règles du mandat, toute opération effectuée ou réputée telle par le mandataire engage le Client, comme si elle avait été effectuée par lui-même.

Le Client reconnaît avoir informé les mandataires des conditions d'accès et des modalités de l'offre Centre de Relations Professionnels et Entrepreneurs. La Banque attribue à chaque mandataire un numéro client spécifique et le transmet au Client, qui fait son affaire de sa diffusion au mandataire concerné. Le code secret associé au numéro client est communiqué directement au mandataire et peut être modifié dans les conditions prévues au Titre V-III-1. ci-dessous.

Le Mandat Télématique prend fin:

- en cas de révocation du mandataire par le Client, étant précisé qu'il appartient dans ce cas au Client d'informer le mandataire de la révocation de son Mandat Télématique;
- en cas de renonciation à son Mandat Télématique par le mandataire ou de décès du mandataire ou du mandant;
- par le jugement de mise sous tutelle du Client personne physique ou du mandataire;
- en cas de dissolution, cessation d'activité ou de liquidation du Client. En cas d'ouverture d'une procédure collective autre que la liquidation judiciaire à l'encontre du mandant, la fin du mandat n'est pas systématique. Il convient de se référer impérativement au jugement d'ouverture de la procédure collective pour déterminer si les pouvoirs du mandant sont maintenus;

En cas de survenance de l'un des événements ci-dessus, le Client doit en informer la Banque par tous moyens. Cette déclaration devant être confirmée par lettre recommandée avec avis de réception adressée à son agence BNP Paribas, dans un délai maximal de deux jours de façon à ce que la Banque puisse, après traitement, désactiver le numéro client et le code secret du mandataire.

La responsabilité du Client peut se trouver engagée si celui-ci omet de prévenir par écrit la Banque de la cessation du mandat ou de la modification des pouvoirs qu'il a précédemment donné au mandataire.

Le Mandat Télématique prend fin tant pour la présente offre que pour l'offre BNP Net Professionnels.

CHAPITRE III – CONDITIONS D'ACCÈS AU CENTRE DE RELATIONS PROFESSIONNELS ET ENTREPRENEURS

Après composition du numéro d'appel, le Client peut à tout moment faire le choix d'être mis en relation avec un Conseiller Banque en Ligne.

1. Modalités d'identification : numéro client et code secret

Afin de garantir la confidentialité des informations générales ou personnalisées sur les produits et services de la Banque qu'il détient, le Client a la possibilité de s'identifier sur le Serveur Vocal Interactif en saisissant son numéro client.

Afin de garantir la sécurité de certaines opérations bancaires à distance, le Client sera amené à s'authentifier sur le Serveur Vocal Interactif, en saisissant son numéro client et son code secret.

Ces codes d'accès (numéro client et code secret) sont personnellement adressés par la Banque, dans le cadre de la présente Convention sous pli banalisé, au Client.

Le numéro client n'est pas modifiable. À l'inverse, le code secret peut être modifié. La Banque invite le Client et le mandataire, par sécurité, à procéder à cette modification dès le premier usage, et de façon périodique ultérieurement. Le Client et le mandataire peuvent donc, à leur initiative et à tout moment, modifier leur code secret. Il leur est en outre recommandé de ne pas choisir un code secret aisément décelable par un tiers (tel qu'une date de naissance, par exemple).

BNP Paribas attribue des codes secrets à ses clients, mais ne leur demandera jamais de les lui communiquer par oral au téléphone ou en face-à-face, ni par écrit, ni par mail, même pour une demande d'information, pour une démonstration ou pour la souscription d'un produit ou service.

2. Canal d'accès

Pour l'accès au Centre de Relations Professionnels et Entrepreneurs, le Client doit disposer d'un téléphone agréé comportant des touches * et #. Le Client fait son affaire personnelle de la location ou de l'achat, de l'installation ou de la mise en service et de l'entretien de ce matériel.

En fonction des évolutions techniques, la Banque pourra le cas échéant ajouter, modifier ou retirer un ou plusieurs canaux d'accès. Le Client en sera informé préalablement par tout moyen.

3. Refus d'accès

La composition du numéro client erroné occasionne, après plusieurs tentatives, l'interruption de la communication.

La Banque pourrait suspendre l'accès aux services si elle devait relever des faits laissant présumer de l'utilisation frauduleuse ou de la tentative d'utilisation frauduleuse de ces services, ce dont le Client serait immédiatement informé.

4. Confidentialité

Le numéro client et le code secret sont strictement confidentiels et permettent à la Banque de s'assurer de l'identité du Client. Le Client est le seul responsable de la conservation et de l'utilisation de ses codes d'accès (numéro client et code secret). Il ne doit en aucun cas les communiquer à un tiers, y compris à un proche, que ce soit par oral, par écrit, par mail ou en remplissant un formulaire, à la seule exception toutefois du ou des prestataires de services de paiement dûment agréés ou autorisés par l'autorité compétente de l'Union européenne (L'ACPR pour un établissement français) pour fournir des services d'initiation de paiement ou d'information sur les comptes et pour les seuls besoins de la fourniture de ces services au Client et à sa demande.

Il est expressément convenu qu'avant blocage, opposition ou résiliation, toute interrogation ou tout ordre précédé de la frappe du numéro client et/ou du code secret est réputé émaner du Client lui-même ou du mandataire.

5. Procédure en cas de perte ou d'usurpation des codes d'accès

En cas de perte du code secret ou encore en cas d'usurpation des codes secrets, le Client doit en informer le plus rapidement possible soit son agence, soit le Centre de Relations Professionnels et Entrepreneurs afin de bloquer l'accès aux services de l'offre Centre de Relations Professionnels et Entrepreneurs.

Il en est de même pour le mandataire en ce qui concerne ses propres codes d'accès. La demande devra être confirmée immédiatement par courrier signé par le Client ou le mandataire, remis ou envoyé sous pli recommandé à son agence.

La responsabilité du Client ne sera pas engagée quant aux opérations qui pourraient être initiées après son appel ou celui du mandataire, sauf faute grave ou négligence de sa part, résultant du défaut de confirmation écrite.

6. Provision des opérations

L'existence d'une provision préalable suffisante et disponible est indispensable pour que la Banque puisse exécuter les ordres enregistrés au débit d'un compte inscrit.

Pour l'appréciation de l'existence de cette provision, le système informatique de la Banque tient compte des opérations en cours de comptabilisation dont elle a connaissance.

CHAPITRE IV – VALEUR DES INFORMATIONS ET PREUVE DES OPÉRATIONS

1. Informations sur les comptes

Les informations communiquées au Client ne tiennent pas compte des opérations en cours de comptabilisation. En tout état de cause, la Banque recommande au Client de vérifier les relevés de compte qui lui sont adressés périodiquement et qui seuls font foi des opérations passées.

2. Valeur de l'identification

La saisie des codes d'accès (numéro client et code secret) vaut authentification du Client ou du mandataire.

Lors de certaines opérations particulières, il pourra néanmoins être demandé au Client de retourner à la Banque, dûment signé par lui, le document contractuel qui lui aura été adressé. Ce n'est qu'à réception par la Banque de ce document signé que l'opération pourra être exécutée ou que le contrat prendra effet.

3. Enregistrement des conversations téléphoniques

Les ordres téléphoniques donnés aux Conseillers Banque en Ligne à Distance, portant notamment sur des ordres de virement, seront enregistrés, ce que le Client accepte.

La Banque conserve les enregistrements pendant une durée minimum de cinq ans. Ils pourront servir de preuve, en cas de litige, sauf preuve contraire.

4. Enregistrement numérisé des contrats

Pour des raisons liées à la conservation et à l'archivage de la documentation contractuelle, la Banque sera amenée à scanner les contrats que le Client pourrait être amené à conclure avec la Banque. Le Client accepte expressément que la preuve tant du contenu que de l'opposabilité à son égard des contrats, soit apportée par la reproduction de documents scannés.

5. Preuve des opérations

La Banque apporte la preuve des opérations effectuées par l'intermédiaire du Centre de Relations Professionnels et Entrepreneurs au moyen du récapitulatif des transactions établi quotidiennement et automatiquement par ses systèmes, qu'elle conserve sur support informatique. Les dispositions relatives à la preuve des opérations boursières faites par téléphone sont prévues et détaillées dans les Conditions Générales de la Convention de Compte d'Instruments Financiers.

À réception de son relevé de compte, le Client dispose d'un délai maximum de contestation de deux mois à compter de la date de comptabilisation de l'opération ou du Service de paiement non autorisé ou mal exécuté.

CHAPITRE V – FACTURATION

L'abonnement aux services du Centre de Relations Professionnels et Entrepreneurs est gratuit.

Le Client ne supporte que les coûts des communications téléphoniques qui lui seront facturés par la société d'exploitation des réseaux de télécommunications, selon les tarifs fixés par cette dernière et en vigueur à la date de l'appel.

Certaines opérations font toutefois l'objet d'une facturation à l'acte, telle que prévue dans le « Guide des principaux produits, services et tarifs » des Professionnels et dans celui des Entrepreneurs.

CHAPITRE VI – MISE EN ŒUVRE DES SERVICES

1. Responsabilité de la Banque

La Banque s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour assurer le fonctionnement, dans les meilleures conditions, des services du Centre de Relations Professionnels et Entrepreneurs, et pour assurer la bonne exécution des ordres reçus et la confidentialité des informations communiquées. Ainsi, toutes les informations et données personnelles – et en particulier les données bancaires – circulant sur les réseaux de télécommunications sont systématiquement cryptées.

Toutefois, la Banque ne pourrait être tenue pour responsable d'un défaut de fonctionnement ou d'un mauvais fonctionnement du service par suite d'événements dont elle n'a pas la maîtrise, notamment :

- le transport des données, la défaillance dans le fonctionnement du matériel ou du réseau de télécommunications ou toute erreur imputable à la société d'exploitation des réseaux de télécommunications ;
- les interruptions de service par suite de cas fortuits ou de force majeure ou de tout événement de nature à entraver le fonctionnement normal du service tels que définis par les textes et la Jurisprudence.

De même, la Banque ne saurait être tenue responsable d'un accès au service non conforme aux procédures, ou de l'utilisation par un tiers non habilité des codes d'accès du Client ou d'un mandataire, ou plus généralement de l'usurpation d'identité. Toutefois, dès lors qu'il aura effectué la demande de blocage de l'accès conformément aux conditions décrites dans le Titre V-III-5. ci-dessus, le Client ne saurait être tenu pour responsable d'un accès au service non conforme aux procédures ou de l'utilisation par un tiers non habilité des codes d'accès et plus généralement de l'usurpation d'identité.

2. Passation d'ordres

Concernant les ordres de bourse, la Banque les prend en charge conformément aux modalités de passage d'ordre de bourse par téléphone prévues dans les conditions générales de la Convention de Compte d'instruments financiers.

CHAPITRE VII – MODIFICATIONS ET RÉSILIATION

1. Transferts de compte(s)

La présente offre étant l'accessoire du compte principal du Client, le transfert de ce dernier sur les livres d'une autre agence de la Banque entraîne automatiquement le transfert de la présente offre, étant entendu que, le cas échéant, les autres comptes professionnels du Client ne seront intégrés à la présente offre, que s'ils font l'objet d'un transfert dans la même agence que le compte principal.

2. Modifications

La Banque pourra adapter ou modifier les prestations proposées dans l'offre en fonction notamment des évolutions technologiques, sous réserve d'en informer préalablement le Client au moins deux mois avant la date d'entrée en vigueur des adaptations ou modifications.

De même, en cas d'évolution des modalités de souscription, de gestion des produits et services proposés par le Centre de Relations Professionnels et Entrepreneurs, la Banque en informera préalablement le Client au moins deux mois avant la date d'entrée en vigueur des adaptations ou modifications.

3. Résiliation

Chacune des parties peut procéder à la résiliation de cette offre à tout moment, moyennant un préavis de trente jours, par une notification écrite adressée à l'autre partie. La notification devra être adressée pour ce qui concerne le Client à son agence bancaire. La résiliation prendra effet à l'expiration du délai de préavis.

En cas de décès du Client, s'il s'agit d'une personne physique, ou en cas de clôture du compte principal du Client, cette offre sera résiliée de plein droit.

TITRE VI – CONDITIONS TARIFAIRES

Outre les frais et tarifs expressément mentionnés dans la Convention ou ci-après, le Client est tenu de façon générale de tous les frais, honoraires, impôts et taxes occasionnés par l'ouverture, le fonctionnement ou la clôture du compte. Le Client s'engage en outre à indemniser la Banque et à lui payer toutes sommes en principal, intérêts et frais, commissions et accessoires y compris toutes dépenses et honoraires d'avocats, de traduction ou autres, quelle qu'en soit la nature, que la Banque aurait à avancer ou engager et découlant directement ou indirectement de l'ouverture de Compte ou plus généralement des relations entretenues par le Client avec la Banque, ainsi que toutes sommes dues ou réclamées par des tiers ou engendrées par toutes mesures de saisie ou toute autre procédure. Il est entendu que toute somme due à la Banque doit être remboursée nette de toute retenue ou imposition.

CHAPITRE I – GÉNÉRALITÉS

1. Conditions applicables aux opérations courantes et aux services

Ces conditions (commissions, dates de valeur...) figurent dans le « Guide des principaux produits, services et tarifs » des Professionnels et dans celui des Entrepreneurs.

Ce document est communiqué lors de la signature de la présente convention, dont il fait partie intégrante. Il est mis à jour de manière périodique pour intégrer les modifications de tarifs et est tenu à la disposition du Client dans les agences BNP Paribas ou peut lui être communiqué sur simple demande de sa part.

Le « Guide des principaux produits, services et tarifs » des Professionnels et celui des Entrepreneurs font état d'un niveau de facturation « standard » auquel la Banque et le Client peuvent convenir de déroger. Dans un tel cas, la Banque confirmera au Client cette dérogation par un écrit spécifique.

Par ailleurs, à la demande du Client, la Banque lui communique les conditions des services plus spécifiques. Ces services donnent lieu, le plus souvent, à la signature d'un contrat reprenant lesdites conditions.

2. Conditions d'arrêté du compte courant

Le compte courant fait l'objet d'une tarification personnalisée dont le détail figure dans le document intitulé « Conditions Particulières de fonctionnement du compte courant » dénommé « Conditions Particulières du compte » que le Client signe et qui constitue un tout indivisible et indissociable avec les présentes Conditions Générales.

Cette tarification est établie sur la base d'une estimation du risque et des coûts engendrés par le fonctionnement du compte.

Elle est réexaminée périodiquement en fonction de l'évolution de la relation globale du Client avec la Banque et le Client sera informé par tout moyen de toute modification qui lui serait apportée.

Un relevé d'intérêts et commissions, édité chaque fin de trimestre civil, est fourni au Client ou mis à disposition dans les premiers jours du trimestre suivant : il lui indique la base de calcul, le taux et le montant des intérêts débiteurs, de la commission de mouvement ou commission de compte, ainsi que les frais de gestion et la TVA calculée sur la commission de mouvement ou commission de compte et sur les frais.

Si le Client bénéficie d'une facilité de caisse, d'un découvert ou d'un plan d'amortissement du découvert, la Banque lui fournit début janvier de chaque année un récapitulatif annuel des frais bancaires de ses crédits court terme, qui fera apparaître les montants des intérêts débiteurs, de la commission de découvert et, le cas échéant, les frais de dossier.

2.1. Les intérêts débiteurs

Des intérêts débiteurs sont dus à la Banque dès lors que le compte courant présente un solde débiteur en valeur.

Le calcul des intérêts débiteurs est, sauf dérogation, effectué sur les soldes débiteurs quotidiens en valeur présentés par chaque chapitre du (des) compte(s) courant(s) du Client, selon la méthode des nombres, au nombre de jours exacts rapportés à une année conventionnelle de trois cent soixante jours pour les comptes en euro ou trois cent soixante-cinq jours pour les comptes en devises selon la monnaie.

Les intérêts débiteurs ainsi calculés seront débités du(des) compte(s) courant(s) du Client selon la même périodicité que celle prévue pour l'arrêté du compte et figurant dans les Conditions particulières de fonctionnement du compte.

Le taux conventionnel appliqué est, en règle générale, un taux indexé sur le taux de base BNP Paribas, la majoration du taux de base étant indiquée au Client préalablement à toute utilisation.

Si le taux conventionnel appliqué est un taux indexé sur un indice de référence autre que le taux de base BNP Paribas, l'ensemble des dispositions du Titre VI-II-2 sont également applicables.

Ce taux est susceptible de varier. Les modifications, immédiatement applicables, figurent sur le relevé d'intérêts et commissions suivant et, passé un délai de deux mois après la fourniture ou mise à disposition du relevé, sont réputées définitivement acceptées.

Aux intérêts débiteurs, viennent s'ajouter certaines commissions et frais qui sont calculés lors de l'arrêté de compte : la commission de découvert, la commission de mouvement ou commission de compte, ainsi que les frais de gestion.

Dans l'hypothèse de comptes en devises ouverts par la Banque à la demande du Client, celui-ci reconnaît d'ores et déjà qu'il a conscience des risques inhérents aux opérations en devises, du caractère volatil des taux pouvant être appliqués à de telles opérations, et il s'engage à se tenir informé auprès de la Banque de l'évolution desdits taux.

2.2. La commission de découvert

Elle est calculée sur la base des plus forts débits mensuels, plafonnée à la moitié des intérêts débiteurs et définie dans les Conditions Particulières du compte.

2.3. La commission de mouvement ou commission de compte

Elle représente une somme due en contrepartie des charges supportées par la Banque pour traiter les opérations effectuées sur le compte courant du Client.

Elle est calculée en tenant compte des écritures enregistrées au débit du compte et non exonérées (sont notamment exonérés les amortissements des crédits, l'imputation des frais...).

2.4. Les frais de gestion de compte

Ils sont dus en contrepartie des services rendus par la Banque pour la gestion et le suivi quotidien du compte courant du Client.

Leur montant est personnalisé et varie en fonction de la complexité de la gestion du compte du Client.

En outre, toute opération spécifique réalisée par la Banque (notamment opposition sur chèques, carte bancaire, remises d'effets, avis de prélèvement...) fait l'objet d'une tarification particulière figurant dans le « Guide des principaux produits, services et tarifs » des Professionnels et dans celui des Entrepreneurs.

2.5. La facturation des opérations en dépassement

Toute utilisation supérieure au montant du crédit par caisse qui a été accordé au Client, donnera lieu à la perception forfaitaire unitaire prévue dans la rubrique « Opérations nécessitant un traitement particulier », figurant dans le « Guide des principaux produits, services et tarifs » des Professionnels et dans celui des Entrepreneurs pour chacune des opérations en dépassement, et fera l'objet d'une facturation séparée.

Toutefois, si, en raison des particularités affectant la situation du Client ou son compte, le Client ne bénéficie pas d'un crédit par caisse, cette perception interviendra à l'occasion de toute opération rendant débiteur le solde du compte.

3. Frais d'actualisation de dossier juridique, administratif et comptable :

La Banque doit régulièrement procéder à des mises à jour et à une analyse des informations de ses clients afin de répondre aux exigences de la réglementation. Dès lors, le Client devra transmettre périodiquement à la Banque certains documents relatifs à sa situation et à son activité.

Ces frais correspondent au coût généré pour la Banque pour effectuer cette mise à jour (recherche, actualisation de dossier informatique, analyse si besoin des informations transmises, archivage etc.).

Le montant de ces frais figure dans le « Guide des principaux produits, services et tarifs » des Professionnels et dans celui des Entrepreneurs.

CHAPITRE II – TAUX D'INTÉRÊT DES CRÉDITS

1. Dispositions générales

Le taux d'un crédit est nominal ou actuariel :

- le taux nominal d'un emprunt est le taux annuel servant au calcul des intérêts ; il ne tient pas compte des modalités de règlement de ces intérêts (date de règlement, base de calcul...);
- le taux actuariel est le taux calculé en tenant compte des modalités de règlement des intérêts.
- Selon le type de crédit, le taux peut être fixe ou variable :
- le taux fixe est défini au moment de la mise en place du crédit et n'est pas modifié pendant toute sa durée ;
- le taux variable peut être indexé sur l'un des indices de référence suivants : le taux de base BNP Paribas, un indice de période (par exemple : taux EURIBOR 3 mois...) ou une moyenne de l'indice de période (par exemple : taux Euribor 3 mois moyen mensuel...).

L'indice de référence et, le cas échéant, sa périodicité sont préalablement convenus entre le Client et la Banque dans les Conditions Particulières de fonctionnement du compte ou selon les conditions du contrat de crédit par caisse.

Si le taux est composé d'un indice de référence et d'une majoration, celle-ci est indiquée au Client préalablement à toute utilisation dans les Conditions Particulières de fonctionnement du compte ou selon les conditions du contrat de crédit par caisse.

2. Dispositions particulières lorsque le taux variable est indexé sur un indice de référence autre que le taux de base BNP Paribas

2.1. Valeur négative de l'indice de référence (« règle de plancher à zéro de l'indice »)

- Lorsque l'indice de référence est un indice de période (par exemple : taux EURIBOR 3 mois...) et dans l'hypothèse où le taux de cet indice (ou tout autre taux qui s'y substituerait conformément aux termes de la présente Convention), serait inférieur à 0 %, il est convenu que ce taux sera réputé être égal à 0 %.
- Lorsque l'indice de référence est une moyenne de l'indice de période (par exemple : taux Euribor 3 mois moyen mensuel...), le calcul de la moyenne de l'indice de période s'effectue à partir des taux de l'indice de période supérieurs ou égaux à 0. En effet, si le taux de l'indice de période est inférieur à 0 %, il est convenu que l'indice de période sera égal à 0 %.

2.2. Indisponibilité temporaire ou non cotation de l'indice de période

En cas d'indisponibilité temporaire ou de non cotation de l'indice de période, le taux d'intérêt sera déterminé pour la période d'intérêts considérée, en fonction de la moyenne arithmétique, établie par la Banque, des taux qui lui auront été communiqués par au moins cinq banques de première catégorie, comme étant les taux annuels auxquels les dépôts à 3 mois en Euros leur sont offerts, sur le marché interbancaire de Paris deux Jours Target avant la date du début de la période d'intérêts considérée. L'indice ainsi déterminé sera majoré de la majoration contractuellement prévue.

2.3. Modification ou disparition de l'indice de référence

En cas de modification affectant la composition et/ou la définition du taux ou de l'indice de référence, contractuellement prévu entre la Banque et son Client, de même qu'en cas de disparition de ce taux ou de cet indice et de substitution d'un taux ou d'indice de même nature ou équivalent, ainsi qu'en cas de modification affectant l'organisme le publiant ou les modalités de publication, le taux ou l'indice issu de cette modification ou de cette substitution s'appliquera de plein droit. En cas de disparition de l'indice, et en l'absence d'un indice de substitution, la Banque en avisera le Client et les parties se consulteront en vue de déterminer d'un commun accord un nouvel indice ou un nouveau taux. Si aucun accord n'a pu être trouvé dans les quinze jours calendaires suivant la date de l'avis adressé au Client, les sommes dues à la Banque au titre du crédit seront passibles d'intérêts décomptés à taux fixe égal au dernier indice publié deux Jours Target avant la disparition de l'indice ou de la cessation de sa publication, majoré de trois pour cent l'an, ainsi que de la majoration contractuellement prévue avec le Client. En toute hypothèse, l'application de tout nouveau taux ou indice sera rétroactive au jour de la modification, de la disparition ou de la cessation de publication de l'indice.

3. Dispositions particulières aux crédits par caisse

L'utilisation d'un crédit par caisse (facilité de caisse, découvert) donne lieu à la perception d'intérêts calculés et perçus trimestriellement sur la base des éléments figurant dans les Conditions Particulières de fonctionnement du compte (facilité de caisse) ou selon les conditions du contrat de crédit par caisse (facilité de caisse, découvert...).

Tout dépassement du montant de l'autorisation de crédit par caisse donnera lieu à une majoration du taux des intérêts débiteurs pour le montant de l'utilisation excédentaire ainsi qu'au calcul et à la perception d'intérêts débiteurs au taux conventionnel applicable. Cette majoration sera de trois points.

La perception des intérêts débiteurs et la majoration de taux ne peuvent, en aucun cas, être considérées comme valant accord de la Banque du maintien du dépassement.

4. Le taux effectif global (TEG)

Les articles L 314-1 et suivants du Code de la consommation imposent aux Établissements de crédit, de préciser le taux effectif global (TEG) des opérations de crédit dans tout écrit constatant un contrat de prêt.

Le TEG correspond au coût réel total du crédit. Il comprend, outre les intérêts du crédit, les éventuels frais et commissions directement liés à l'octroi du crédit.

Lorsque le TEG ne peut être mentionné lors de l'octroi d'un crédit (parce que l'un des éléments de son calcul fait défaut), il sera indiqué au Client a posteriori sur les bordereaux d'escompte, les relevés d'intérêts et commissions ou les relevés de compte. Il en est ainsi en matière de crédit par caisse (facilité de caisse, découvert en compte), le TEG étant fonction des conditions réelles d'utilisation du crédit, un exemple chiffré est communiqué au Client à titre indicatif lors de la signature des Conditions Particulières.

CHAPITRE III – DATE DE VALEUR

Chaque opération enregistrée sur le compte courant comporte deux dates : la date d'écriture et la date de valeur qui détermine l'exigibilité de l'opération enregistrée au débit ou la disponibilité des sommes portées au crédit du compte du Client.

Cette date est celle retenue pour la détermination du solde quotidien du compte qui sert d'assiette au calcul des intérêts débiteurs.

Les dates de valeur des principales opérations figurent dans le tableau des Conditions Générales présent dans toutes les agences de la Banque ainsi que dans le « Guide des principaux produits, services et tarifs » des Professionnels et dans celui des Entrepreneurs.

TITRE VII – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE I – CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

La Convention s'applique :

- aux personnes morales ;
- aux personnes physiques agissant dans le cadre de leurs besoins professionnels.
- La Convention ne s'applique pas :
- aux personnes physiques n'agissant pas pour des besoins professionnels ;
- aux personnes physiques agissant pour des besoins professionnels domiciliées en France ou de nationalité française résidant hors de France et aux personnes morales domiciliées en France, dépourvues d'un compte de dépôt en France et qui se sont vues refuser l'ouverture d'un tel compte par l'établissement choisi. Celles-ci peuvent demander à la Banque de France de désigner un établissement qui, par application de l'article L. 312-1 du Code monétaire et financier, sera alors tenu de fournir gratuitement l'ensemble des produits et des services énumérés par l'article D. 312-5-1 du Code monétaire et financier. En pareille situation, la Banque propose une convention adaptée aux exigences légales et réglementaires.

Les dispositions prévues dans la Convention s'appliquent aux agences ou succursales de la Banque sises en France métropolitaine.

De convention expresse, elles sont également étendues aux succursales et agences de la Banque sises sur le territoire de la Principauté de Monaco, sous réserve des règles d'ordre public ou des règles et usages (bancaires ou financiers) spécifiques pouvant exister sur ce territoire. À cet effet, toute référence dans la Convention au terme « France » devra, en tant que de besoin, être lue comme une référence au territoire de la Principauté de Monaco.

CHAPITRE II – DURÉE DE LA CONVENTION

La Convention est conclue pour une durée indéterminée.

La clôture du compte courant entraîne la résiliation de la Convention. Les modalités de clôture du compte courant et ses conséquences sont prévues au Titre III-§ III-13 « Clôture du compte ».

CHAPITRE III – MODIFICATIONS APPORTÉES À LA CONVENTION

Toute mesure législative ou réglementaire qui aurait pour effet de modifier tout ou partie des Conditions Générales de fonctionnement du compte courant sera applicable sans préavis dès son entrée en vigueur.

Par ailleurs, la Banque se réserve le droit d'apporter des modifications à la présente Convention, aux conditions de fonctionnement de compte, ainsi qu'aux conditions et tarifs des opérations figurant dans le « Guide des principaux produits, services et tarifs » des Professionnels et dans celui des Entrepreneurs. Ces modifications seront portées à la connaissance du Client deux mois avant leur prise d'effet notamment par l'inscription d'un message sur ses relevés de compte ou la communication d'un encart spécifique. En l'absence de notification écrite de refus des modifications dans ce délai de deux mois, la poursuite de la relation de compte vaudra accord de la part du Client sur l'application des nouvelles conditions.

Toute convention signée postérieurement entre la Banque et le Client et portant sur l'une des conditions de fonctionnement ou sur l'un des services visés ci-dessus se substituera aux dispositions correspondantes de la présente Convention.

IV – RÉSOUDRE UN LITIGE

> En premier recours

- **L'agence** : Le Client peut contacter directement son Chargé d'Affaires habituel ou le directeur de son agence, pour leur faire part d'une réclamation au cours d'un entretien à l'agence, par téléphone sur leur ligne directe (appel non surtaxé) ou par courrier.
- **Le Responsable Réclamations Clients** : Si le Client ne reçoit pas de réponse satisfaisante à sa réclamation, il peut aussi contacter par écrit le Responsable Réclamations Clients dont dépend son agence. Ses coordonnées sont disponibles en agence ou sur le site Internet www.mabanquepro.bnpparibas ⁽¹⁾

Dans les 10 jours ouvrables à compter de la réception de sa réclamation par BNP Paribas, le Client reçoit la confirmation de sa prise en charge. Si des

recherches sont nécessaires, une réponse définitive lui est communiquée dans un délai de 2 mois maximum.

Dans le cas particulier d'une réclamation portant sur un service de paiement, BNP Paribas communique au client une réponse dans les 15 jours ouvrables suivant la réception de sa réclamation, sauf situations exceptionnelles où la réponse est apportée au plus tard dans les 35 jours.

> En dernier recours amiable

- **Le Médiateur** est le dernier recours amiable avant d'entreprendre une démarche judiciaire. Le Client peut saisir gratuitement et par écrit l'un des Médiateurs ci-dessous, selon son domaine de compétence, à condition :
 - Soit d'être en désaccord avec la réponse apportée au préalable par son agence et par le Responsable Réclamations Clients ⁽²⁾ ;
 - Soit de ne pas avoir obtenu de réponse à sa réclamation dans un délai de 2 mois, ou de 35 jours ouvrables pour une réclamation portant sur un service de paiement.
- **Le Médiateur auprès de BNP Paribas**, pour la Clientèle des Entrepreneurs, est exclusivement réservé aux clients exerçant :
 - À titre individuel une activité, commerciale, libérale, artisanale ou agricole ; ou
 - Sous forme de société employant moins de vingt salariés et dont le chiffre d'affaire annuel est inférieur ou égal à deux millions d'euros.

Le Médiateur auprès de BNP Paribas, pour la Clientèle des Entrepreneurs, doit être saisi en français (sous peine d'irrecevabilité) et exclusivement pour les litiges de nature contractuelle portant sur les services ou produits bancaires, ainsi que tout autre produit distribué par la banque, dont les litiges portant sur la commercialisation des produits d'assurance ⁽³⁾, par voie postale : **Médiateur auprès de BNP Paribas - Clientèle des Entrepreneurs - TSA 72001 - 92308 Levallois-Perret Cedex**

Le Client peut retrouver la charte de la médiation sur le site : <https://www.mabanquepro.bnpparibas> <https://mediateur.bnpparibas.net/> ⁽¹⁾, et elle peut être obtenue sur simple demande écrite à l'adresse ci-dessus.

La saisine du Médiateur auprès de BNP Paribas vaut autorisation expresse de levée du secret bancaire à l'égard de BNP Paribas, pour ce qui concerne la communication des informations nécessaires à l'instruction de la médiation.

- **Le Médiateur de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF)**, exclusivement ⁽⁴⁾ pour les litiges relatifs à la commercialisation de produits financiers, la gestion de portefeuille, la transmission et exécution d'ordres de bourse, la tenue de compte de titres ordinaires ou PEA, les organismes de placement collectif et les fonds d'investissement alternatifs, l'épargne salariale et les transactions sur instruments financiers du FOREX,
 - Soit par voie postale : **Le Médiateur - Autorité des Marchés Financiers - 17 place de la Bourse - 75082 Paris CEDEX 02**
 - Soit par voie électronique : www.amf-france.org/Le-mediateur-de-l-AMF ⁽¹⁾

Par la saisine du Médiateur de l'AMF, le Client autorise BNP Paribas à lui communiquer toutes les informations nécessaires à l'instruction de la médiation.

- **Le Médiateur de l'Assurance**, exclusivement pour les litiges relatifs aux produits d'assurance ne relevant pas de la commercialisation (sous réserve que le contrat d'assurance prévoit la possibilité de recourir à la médiation),
 - Soit par voie postale : **Le Médiateur de l'Assurance - TSA 50110 - 75441 Paris Cedex 09**
 - Soit par voie électronique : www.mediation-assurance.org ⁽¹⁾

(1) Coût de fourniture d'accès à internet.

(2) En cas de rejet ou de refus de faire droit en totalité ou partiellement à la réclamation.

(3) Sont exclus les litiges qui relèvent de la Politique Générale de la Banque (par exemple la politique tarifaire, le refus de crédit, la conception des produits...), ceux concernant la performance des produits liée aux évolutions des marchés, et ceux portant sur les mesures édictées dans le cadre d'une procédure de surendettement par le Juge et/ou la Commission de Surendettement.

(4) Si une convention de coopération est signée entre le médiateur de l'AMF et le médiateur auprès de BNP Paribas, les litiges relevant exclusivement du domaine du Médiateur de l'AMF pourront alors être traités, soit par le Médiateur auprès de BNP Paribas, soit par le Médiateur de l'AMF, en fonction du choix du Client. Ce choix étant définitif pour le litige étudié.

CHAPITRE V – GARANTIE DES DÉPÔTS

En application de la loi, la Banque est adhérente du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution. Un document contenant des informations sur la garantie des dépôts est annexé à la présente Convention.

Le Client est informé que certains dépôts et/ou déposants sont exclus du bénéfice de la garantie. Les dépôts et les personnes éligibles à cette garantie sont mentionnés à l'article L. 312-4-1 du code monétaire et financier. Des informations complémentaires sont également disponibles sur le site

CHAPITRE VI – DONNÉES PERSONNELLES

Dans le cadre de la relation bancaire, la Banque est amenée à recueillir des données personnelles du Client (personne physique ou s'il s'agit d'une personne morale de ses représentants légaux ou mandataires). Les informations sur les traitements de données et sur l'exercice des droits du Client (personne physique ou s'il s'agit d'une personne morale de ses représentants légaux ou mandataires) sur ces données figurent dans la Notice protection des données qui lui a été fournie.

Ce document est également disponible dans les Agences et sur le site internet mabanquepro.bnpparibas.

CHAPITRE VII – SECRET BANCAIRE

- Les données du Client sont protégées par le secret professionnel auquel est tenue la Banque en vertu de l'article L. 511-33 du Code monétaire et financier. Outre les cas légaux, le Client accepte expressément et pendant toute la durée de sa relation bancaire que les données le concernant soient transmises :
 - aux prestataires de service et sous-traitants exécutant en ou hors Union européenne pour le compte de la Banque certaines tâches liées aux finalités décrites dans la Notice de protection des données personnelles ;
 - aux sociétés du groupe BNP Paribas en vue de la présentation des produits et services gérés par ces sociétés, ainsi qu'en cas de regroupement de moyens ;
 - aux sociétés du groupe BNP Paribas aux fins de communication et/ou d'actualisation des données collectées par ces sociétés, y compris les éléments/informations relatifs à son statut fiscal ;
 - à des organismes chargés de réaliser des enquêtes ou sondages ; - et à des organismes tels que l'administration fiscale et la Banque de France afin de satisfaire aux obligations légales ou réglementaires incombant à la Banque.
- Par ailleurs, en cas de virement de fonds, conformément au règlement européen n° 1781/2006 du 15 novembre 2006, certaines des données du Client doivent être transmises à la banque du bénéficiaire du virement.

CHAPITRE VIII – SOLLICITATIONS COMMERCIALES

Lors de la signature de la Convention ou dans le cadre de la relation bancaire, la Banque recueille l'accord du Client personne physique entrepreneur individuel à recevoir ou non des sollicitations commerciales en vue de la présentation des produits et services de BNP Paribas ou de ceux proposés par les autres sociétés du Groupe BNP Paribas. À tout moment, le Client personne physique pourra modifier ses choix, par courrier adressé à BNP Paribas, APAC TDC Val de Marne, TSA 30233, 94729 Fontenay-Sous-Bois Cedex, en précisant le mode de sollicitation refusé (courrier papier, appel téléphonique, etc.) et en indiquant, selon le cas, si cette opposition concerne l'ensemble du Groupe BNP Paribas ou uniquement les filiales du Groupe BNP Paribas.

Le Client peut également refuser de participer à des enquêtes ou sondages en écrivant à la même adresse.

Aucune prospection par courrier électronique ne sera effectuée sans l'accord préalable du Client personne physique.

Enfin, toute déclaration fautive ou irrégulière pourra faire l'objet d'un traitement spécifique destiné à prévenir la fraude au sein du Groupe BNP Paribas.

CHAPITRE IX – DEVOIR DE VIGILANCE

Il est fait obligation à la Banque, en raison de dispositions notamment pénales régissant la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption, les embargos, le gel des avoirs, de s'informer auprès de ses clients par exemple pour les opérations qui se présenteront dans des conditions inhabituelles de complexité en raison notamment de leurs modalités, de leur montant ou de leur caractère exceptionnel au regard de celles traitées jusqu'alors par ces derniers.

De son côté, le Client s'engage à respecter la législation ou réglementation en matière d'embargos et de lutte contre le blanchiment, le financement du terrorisme et la corruption.

Le Client s'engage à signaler à la Banque toute opération exceptionnelle par rapport aux opérations habituellement enregistrées sur son compte et à lui fournir toutes informations ou documents requis.

CHAPITRE X - LOI APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPÉTENTS/LANGUE

La présente Convention est régie (et doit être interprétée) par le droit français.

Tous litiges relatifs notamment à sa validité, son interprétation ou son exécution seront soumis à la compétence exclusive du Tribunal de Commerce (ou du tribunal statuant commercialement) du ressort juridictionnel de l'agence gérant le compte courant du Client, à l'exception de tout litige dans lequel le Client est domicilié en France et dont l'activité ou la forme relève du domaine civil.

Lorsque le Client est domicilié hors de France et pour toute procédure judiciaire ou extra judiciaire en France, le Client élit expressément et irrévocablement domicile en France à l'adresse communiquée à cet effet à la Banque.

En cas de traduction seul le texte de la Convention en version française fera foi entre les parties.

CHAPITRE XI – DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DU CLIENT, DE SES REPRÉSENTANTS LÉGAUX OU MANDATAIRES

1. Déclarations du Client, de ses représentants légaux ou mandataires

Le Client déclare :

- en tant que personne physique ou, en tant que personne morale, pour le compte de ses représentants légaux et/ou mandataires, n'être frappé d'aucune interdiction légale ou judiciaire, ni incapacité, au regard notamment du droit français et/ou de son droit national. Dans le cas contraire, le Client aura préalablement donné toute justification à la Banque par la remise de documents légaux ou requis par cette dernière ;
- s'il s'agit d'une personne physique, pouvoir librement et valablement s'engager dans les termes de la présente Convention et avoir la libre disposition des fonds, au regard du régime matrimonial dont il relève ;
- agir à l'égard de la Banque (et détenir les fonds, valeurs (ou autres) en dépôt ou qui seront remis à la Banque) pour son propre compte (ou le cas échéant, celui des co-titulaires), sauf information contraire fournie à la Banque ;
- ne bénéficier à son égard (ou de l'un quelconque de ses actifs) d'aucune immunité de juridiction et/ou d'exécution ;
- avoir été informé par la Banque et avoir parfaite connaissance des risques de change et de taux liés à l'ouverture et au fonctionnement de tout compte en devises et/ou à la comptabilisation ou imputation de toute opération ou instruction libellée dans une monnaie autre que l'euro.

Le Client déclare et garantit :

- notamment qu'au regard de la législation et réglementation des investissements directs et des changes applicables en France, il a effectué toutes démarches et obtenu toutes autorisations nécessaires et s'engage à fournir le cas échéant tous justificatifs requis ;
- que les documents remis à la Banque, de même que les informations et/ou attestations communiquées à la Banque lors de l'ouverture du compte et pendant toute la durée de la Convention, sont, à la date à laquelle ils ont été remis, exacts, réguliers et sincères.

2. Engagements du Client

La Banque attire l'attention du Client sur le fait qu'il est de sa responsabilité exclusive de respecter les obligations légales qui lui sont applicables. La Banque ne peut en aucun cas se substituer à lui dans ce domaine.

Le Client s'engage à respecter et se tenir informé par ses propres moyens de l'ensemble des règles de droit international, législations ou réglementations applicables en France ou à l'étranger, et impliquées en tout et partie par ses activités, la présente Convention ou les opérations et relations en découlant.

En particulier, le Client s'engage à :

- se conformer aux obligations fiscales qui s'appliquent à lui, tant dans les différents pays concernés par ses transactions ou investissements conclus avec la Banque ou par son intermédiation que dans le(s) pays de sa nationalité ou de sa résidence.
- ce que toute transaction effectuée avec la Banque ou par son intermédiation soit conforme à ces lois, notamment fiscales ;
- obtenir confirmation de toutes les autres personnes concernées, comprenant les bénéficiaires effectifs des opérations, que le client soit une société, un OPCVM ou lorsque le client intervient dans le cadre d'une fiducie ou de tout autre dispositif comparable relevant d'un droit étranger, que celles-ci comprennent et respectent toutes les obligations et exigences fiscales qui leur incombent selon les lois et règlements de leurs pays de résidence et de toute autre juridiction concernée, et sont conscientes et informées des conséquences qui en résultent

ANNEXE – GARANTIE DES DÉPÔTS

Formulaire type concernant les informations à fournir aux déposants

INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LA PROTECTION DES DÉPÔTS	
La protection des dépôts effectués auprès de BNP Paribas est assurée par : Plafond de la protection	Fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR) 100 000 € par déposant et par établissement de crédit ⁽¹⁾
Si vous avez plusieurs comptes dans le même établissement de crédit :	Les dénominations commerciales ci-après font partie de votre établissement de crédit : Hello bank!, L'Agence en Ligne et BNP Paribas Banque de Bretagne. Tous vos dépôts enregistrés sur vos comptes ouverts dans le même établissement de crédit entrant dans le champ de la garantie sont additionnés pour déterminer le montant éligible à la garantie ; le montant de l'indemnisation est plafonné à 100 000 € ⁽¹⁾ .
Si vous détenez un compte joint avec une ou plusieurs autres personnes :	Le plafond de 100 000 € s'applique à chaque déposant séparément. Le solde du compte joint est réparti entre ses cotitulaires ; la part de chacun est additionnée avec ses avoirs propres pour le calcul du plafond de garantie qui s'applique à lui ⁽²⁾ .
Autres cas particuliers	Voir note ⁽²⁾
Délai d'indemnisation en cas de défaillance de l'établissement de crédit :	Sept jours ouvrables ⁽³⁾
Monnaie de l'indemnisation :	Euro
Correspondant :	Fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR) 65 rue de la Victoire – 75009 Paris Tél. : 01 58 18 38 08 Courriel : contact@garantiedesdepots.fr
Pour en savoir plus :	Reportez-vous au site internet du FGDR : http://www.garantiedesdepots.fr/
Accusé de réception par le déposant : ⁽⁵⁾	Le : .../.../...

Informations complémentaires :

⁽¹⁾ Limite générale de la protection

Si un dépôt est indisponible parce qu'un établissement de crédit n'est pas en mesure d'honorer ses obligations financières, les déposants sont indemnisés par un système de garantie des dépôts. L'indemnité est plafonnée à 100 000 € par personne et par établissement de crédit. Cela signifie que tous les comptes créditeurs auprès d'un même établissement de crédit sont additionnés afin de déterminer le montant éligible à la garantie (sous réserve de l'application des dispositions légales ou contractuelles relatives à la compensation avec ses comptes débiteurs). Le plafond d'indemnisation est appliqué à ce total. Les dépôts et les personnes éligibles à cette garantie sont mentionnés à l'article L.312-4-1 du code monétaire et financier (pour toute précision sur ce point, voir le site internet du fonds de garantie des dépôts et de résolution).

Par exemple, si un client détient un compte d'épargne éligible (hors Livret A, Livret de Développement Durable et Livret d'Épargne Populaire) dont le solde est de 90 000 € et un compte courant dont le solde est de 20 000 €, l'indemnisation sera plafonnée à 100 000 €.

Cette méthode s'applique également lorsqu'un établissement de crédit opère sous plusieurs marques commerciales. BNP Paribas opère également sous la (les) dénomination(s) suivante(s) : Hello bank !, L'Agence en Ligne. Cela signifie que l'ensemble des dépôts d'une même personne acceptés sous ces marques commerciales bénéficie d'une indemnisation maximale de 100 000 €.

⁽²⁾ Principaux cas particuliers

Les comptes joints sont répartis entre les cotitulaires à parts égales, sauf stipulation contractuelle prévoyant une autre clé de répartition. La part revenant à chacun est ajoutée à ses comptes ou dépôts propres et ce total bénéficie de la garantie jusqu'à 100 000 €.

Les comptes sur lesquels deux personnes au moins ont des droits en leur qualité d'indivisaire, d'associé d'une société, de membre d'une association ou de tout groupement similaire, non dotés de la personnalité morale, sont regroupés et traités comme ayant été effectués par un déposant unique distinct des indivisaires ou associés.

Les comptes appartenant à un Entrepreneur Individuel à Responsabilité Limitée (EIRL), ouverts afin d'y affecter le patrimoine et les dépôts bancaires de son activité professionnelle, sont regroupés et traités comme ayant été effectués par un déposant unique distinct des autres comptes de cette personne.

Les sommes inscrites sur les Livrets A, les Livrets de Développement Durable – LDD – et les Livrets d'Épargne Populaire – LEP – sont garanties indépendamment du plafond cumulé de 100 000 € applicable aux autres comptes. Cette garantie porte sur les sommes déposées sur l'ensemble de ces livrets pour un même titulaire ainsi que les intérêts afférents à ces sommes dans la limite de 100 000 € (pour toute précision voir le site internet du fonds de garantie des dépôts et de résolution). Par exemple, si un client détient un livret A et un LDD dont le solde total s'élève à 30 000 € ainsi qu'un compte courant dont le solde est de 90 000 €, il sera indemnisé, d'une part à hauteur de 30 000 € pour ses livrets et, d'autre part, à hauteur de 90 000 € pour son compte courant.

Certains dépôts à caractère exceptionnel (somme provenant d'une transaction immobilière réalisée sur un bien d'habitation appartenant au déposant ; somme constituant la réparation en capital d'un dommage subi par le déposant ; somme constituant le versement en capital d'un avantage-retraite ou d'un héritage) bénéficient d'un rehaussement de la garantie au-delà de 100 000 €, pendant une durée limitée à la suite de leur encaissement (pour toute précision sur ce point, voir le site internet du fonds de garantie des dépôts et de résolution).

⁽³⁾ Indemnisation

Le fonds de garantie des dépôts et de résolution met l'indemnisation à disposition des déposants et bénéficiaires de la garantie, pour les dépôts couverts par celle-ci, sept jours ouvrables à compter de la date à laquelle l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution fait le constat de l'indisponibilité des dépôts de l'établissement adhérent en application du premier alinéa du I de l'article L.312-5 du code monétaire et financier. Ce délai de sept jours ouvrables sera applicable à compter du 1^{er} juin 2016 ; jusqu'à cette date, ce délai est de vingt jours ouvrables.

Ce délai concerne les indemnisations qui n'impliquent aucun traitement particulier ni aucun complément d'information nécessaire à la détermination du montant indemnisable ou à l'identification du déposant. Si un traitement particulier ou un complément d'information sont nécessaires, le versement de l'indemnisation intervient aussitôt que possible.

La mise à disposition se fait, au choix du Fonds de garantie des dépôts et de résolution :

- soit par l'envoi d'une lettre-chèque en recommandé avec avis de réception ;
- soit par mise en ligne des informations nécessaires sur un espace internet sécurisé, ouvert spécialement à cet effet par le Fonds et accessible à partir de son site officiel (cf. ci-après), afin de permettre au bénéficiaire de faire connaître le nouveau compte bancaire sur lequel il souhaite que l'indemnisation lui soit versée par virement.

⁽⁴⁾ Autres informations importantes

Le principe général est que tous les clients, qu'ils soient des particuliers ou des entreprises, que leurs comptes soient ouverts à titre personnel ou à titre professionnel, sont couverts par le FGDR. Les exceptions applicables à certains dépôts ou à certains produits sont indiquées sur le site internet du FGDR.

Votre établissement de crédit vous informe sur demande si ses produits sont garantis ou non. Si un dépôt est garanti, l'établissement de crédit le confirme également sur le relevé de compte envoyé périodiquement et au moins une fois par an.

⁽⁵⁾ Accusé de réception

Lorsque ce formulaire est joint ou intégré aux conditions générales ou aux conditions particulières du projet de contrat ou convention, il est accusé réception à l'occasion de la signature de la convention.

Il n'est pas accusé réception à l'occasion de l'envoi annuel du formulaire postérieurement à la conclusion du contrat ou de la convention.

**Formulaire relatif au délai de rétractation
(prévu par l'article L. 341-16 du Code monétaire et financier)**

**Formulaire à renvoyer au plus tard 14 jours à compter de la conclusion du contrat
par lettre recommandée avec avis de réception à BNP Paribas à l'adresse de l'agence
où est ouvert le compte**

Rétractation sur la Convention de compte Professionnels et Entrepreneurs BNP Paribas

Cette rétractation n'est valable que si elle est adressée avant l'expiration du délai de 14 jours prévu par l'article L. 341-16 du Code monétaire et financier, lisiblement et parfaitement remplie.

Je soussigné (Nom / Prénom) _____
agissant pour mon compte ou en tant que représentant légal de la société (forme juridique, dénomination et adresse la personne morale)⁽¹⁾ _____

Déclare renoncer à la Convention de compte Professionnels et Entrepreneurs⁽²⁾ conclue le _____ avec BNP Paribas,
dont le siège social est à Paris 9e, 16, boulevard des Italiens.

Fait à _____ Le _____

En deux exemplaires originaux dont l'un est à retourner à l'adresse BNP Paribas reprise ci-dessus.

Signature du Titulaire ⁽³⁾

(1) Rayer la mention inutile.

(2) La rétractation sur la Convention de Compte Professionnels et Entrepreneurs emportera la résiliation de cette Convention dans toutes ses composantes.

(3) Si le Titulaire est une personne morale : signature de son représentant et cachet de la société.

Exemplaire Client

**Formulaire relatif au délai de rétractation
(prévu par l'article L. 341-16 du Code monétaire et financier)**

**Formulaire à renvoyer au plus tard 14 jours à compter de la conclusion du contrat
par lettre recommandée avec avis de réception à BNP Paribas à l'adresse de l'agence
où est ouvert le compte**

Rétractation sur la Convention de compte Professionnels et Entrepreneurs BNP Paribas

Cette rétractation n'est valable que si elle est adressée avant l'expiration du délai de 14 jours prévu par l'article L. 341-16 du Code monétaire et financier, lisiblement et parfaitement remplie.

Je soussigné (Nom / Prénom) _____
agissant pour mon compte ou en tant que représentant légal de la société (forme juridique, dénomination et adresse la personne morale)⁽¹⁾

Déclare renoncer à la Convention de compte Professionnels et Entrepreneurs⁽²⁾ conclue le _____ avec BNP Paribas,
dont le siège social est à Paris 9e, 16, boulevard des Italiens.

Fait à _____ Le _____

En deux exemplaires originaux dont l'un est à retourner à l'adresse BNP Paribas reprise ci-dessus.

Signature du Titulaire ⁽³⁾

(1) Rayer la mention inutile.

(2) La rétractation sur la Convention de Compte Professionnels et Entrepreneurs emportera la résiliation de cette Convention dans toutes ses composantes.

(3) Si le Titulaire est une personne morale : signature de son représentant et cachet de la société.

Exemplaire Banque

